

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 19 MARS 1970
N° 446, 1,50 F



**Quel
moral
pour
l'armée ?**

Questions écrites de Michel Rocard

... au Ministre de la Santé

Monsieur Michel Rocard, député, constatant que l'hospitalisation privée, par de multiples statistiques essaie de faire croire à sa prépondérance scientifique et désintéressée et que la Radio Télévision popularise l'action des traitements par la bombe au cobalt, demande à Monsieur le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale :

1) le nombre d'installations téléradiothérapie de haute énergie — télécobalt accélérateur linéaire, bêta-tron — sur l'ensemble du territoire métropolitain dans le privé et dans les établissements publics ;

2) leur ventilation par département ;

3) si ces installations sont dirigées par des radiothérapeutes spécialisés confirmés, ayant depuis longtemps l'habitude de ces techniques ou sont-elles utilisées par des radiologues ayant seulement une formation générale, devenus radiothérapeutes en raison de la demande et des « habituelles lois du marché » ;

4) les données internatio-

nales indiquant quatre années d'enseignement exclusif nécessaires pour former un radiothérapeute, quelle est la durée du stage de formation — que nous supposons obligatoire — dans un centre anticancéreux pour les spécialistes chargés avec les progrès techniques de nouvelles et lourdes responsabilités ;

5) quelle est la liaison, supposée établie, entre les centres anticancéreux et les différentes installations privées et quel contrôle sur la Santé publique le ministère a-t-il prévu pour assurer la sécurité des malades dans l'application de ces traitements délicats et la garantie de leur efficacité thérapeutique ;

6) existe-t-il au ministère un service chargé de contrôler sur le plan technique et sur le plan des résultats, les conditions de traitement des malades qui se confient au secteur privé ?

7) le nombre d'installations disposant d'un simulateur, d'un ordinateur ou de tout autre procédé d'automatisation. □

... au Ministre des Affaires culturelles

Monsieur Michel Rocard, député, attire l'attention de Monsieur le Ministre des Affaires culturelles sur les graves conséquences de la loi de finances du 26 décembre 1969 en ce qui concerne les ciné-clubs. Ceux-ci étaient jusqu'alors exonérés de la taxe sur les spectacles et la loi de finances 1970 les rend redevables de la T.V.A.

Une telle mesure risque d'entraîner la fermeture de très nombreux ciné-clubs et de mettre ainsi fin à l'une des rares formes d'animation culturelle populaire.

Monsieur Michel Rocard demande donc à Monsieur le Ministre de bien vouloir prendre et rendre publiques les mesures nécessaires pour éviter d'aussi désastreuses conséquences. □

Questions orales

... au Ministre de l'Intérieur

Monsieur Michel Rocard, député, attire l'attention de Monsieur le ministre de l'Intérieur sur le comportement

des forces de police mises en action sur le campus de Nanterre le mardi 3 mars dernier, tel qu'il a été rap-

porté par différents organes de la presse écrite (notamment le journal « Le Monde »), parlée et télévisée :

— cris menaçants à l'égard des étudiants (« A mort », « Corbillard, corbillard » au passage des ambulances) ;

— brutalités à l'égard d'étudiants isolés ou déjà blessés ou asphyxiés ;

— agressions contre des biens (saccage du restaurant universitaire, bris systématique des vitres, crevaisson des pneus des voitures en stationnement).

La brutalité de certains groupes de police aurait atteint un degré tel que selon les informations citées plus haut, la gendarmerie mobile a dû intervenir pour protéger les étudiants. Ces faits n'ont pas été démentis par les autorités responsables.

Monsieur Rocard demande à Monsieur le ministre de l'Intérieur :

1) s'il entend couvrir de tels agissements ou au con-

... au Ministre de la Défense

M. Michel Rocard attire l'attention de Monsieur le Ministre d'Etat chargé de la Défense nationale sur le malaise qui règne à l'heure actuelle parmi les soldats du contingent et qui résulte notamment de l'arrêt que vient de rendre le tribunal militaire contre trois jeunes du contingent. Il s'inquiète des conditions dans lesquelles sont assurées les libertés publiques élémentaires des soldats du contingent lorsqu'ils sont appelés à effectuer leur temps de service.

En effet, aucun moyen d'expression n'est toléré et cette situation apparaît d'autant plus grave que les conditions dans lesquelles sont placés les soldats du contingent les isolent complètement du pays : isolement géographique qui résulte de la vie en caserne et de l'éloignement par rapport au milieu familial ou social, isolement économique dû à l'absence totale de ressources.

En outre, les dispositions du règlement applicable aux soldats du contingent les met à la merci totale de leurs supérieurs sans qu'aucune possibilité de recours ne leur soit offerte ; c'est

traire prendre des sanctions et dans ce cas de les faire connaître à l'opinion ?

2) s'il ne craint pas que le développement dans certains corps de la police d'un état d'esprit systématiquement hostile aux étudiants et plus généralement aux militants des partis ouvriers ne conduise à l'extension de telles pratiques, extension qui serait dangereuse pour l'ordre public et contraire à ce qu'une société qui se veut démocratique doit attendre de ses forces de police ?

3) si la brutalité de l'action policière le 3 mars à Nanterre comme les arrestations systématiques de passants le 15 novembre 1969 à Paris lors des manifestations contre l'oppression américaine au Vietnam correspondent à des instructions de sa part ?

4) quelles mesures il compte prendre pour que les libertés des personnes et l'intégrité des biens privés soient respectés par les forces de police ? □

ainsi qu'un chef de corps peut infliger jusqu'à 60 jours reconductibles, d'arrêts de rigueur. Il se demande si les objectifs, officiellement affirmés par les pouvoirs publics, de mieux informer la jeunesse, de lui donner un sens civique, de mieux la préparer à ses responsabilités, ne visent pas en fait à préparer, contrairement au principe que l'armée doit être au service de la nation et du peuple, une armée de répression sociale et un instrument de conditionnement de la jeunesse. Dans ces conditions, il demande à Monsieur le Ministre d'Etat chargé de la Défense nationale s'il compte mettre à l'étude et faire aboutir :

1) les dispositions nécessaires à la libre expression des idées politiques parmi les appelés (lecture de journaux, liberté de réunion, droit d'organisation, etc.) ;

2) les modifications du règlement militaire qui ouvriraient des voies de recours impartiales pour les jeunes appelés intéressés.

Il lui demande enfin de lui faire connaître son appréciation sur la situation qui a conduit à l'arrêt du tribunal militaire ci-dessus mentionné. □

ERRATUM

Dans l'éditorial de Serge Mallet « Les dangers du populisme » dans le numéro 445 de T.S., des passages entiers du premier paragraphe ont été passés, rendant celui-ci totalement incompréhensible. Il fallait en réalité lire :

Le meeting U.N.E.F. du campus de Nanterre va contraindre nos camarades communistes — à la base comme au sommet — à aborder avec plus de sérieux le problème de leurs relations avec la gauche révolutionnaire. Il était bien commode l'amalgame « anarcho - maoïste - trotskyste - P.S.U. » qui permettait d'attribuer en bloc à l'ensemble du mouvement de mai les actions de « desperados » de quelques groupes isolés.

Nous nous excusons de cette erreur auprès de nos lecteurs.

Rappel de stages

Stage sur les problèmes politiques de l'animation culturelle : samedi 21 mars (14 h), dimanche 22 mars.

Stage de formation « Enseignement » : du dimanche 22 mars (18 h) au mercredi 25 mars.

Demander : « Découverte et Culture » - F.I.A.P., 30, rue Cabanis, Paris (14^e).

Renseignements : Commissions Culture - Enseignement, 81, rue Mademoiselle, Paris, 15^e.

La Conférence nationale du travail d'entreprise se tiendra à Paris les 30 et 31 mai prochains.

Nous signalons aux sections et groupes du parti que le camarade Alain Badiou a quitté le P.S.U., de son propre chef. Il n'a donc plus qualité pour participer aux débats internes de notre organisation.

Lors de sa dernière réunion, la Direction politique nationale du parti a décidé de convoquer un Conseil national les 26, 27 et 28 juin 1970. Deux points essentiels sont prévus à son ordre du jour : la précision de notre orientation stratégique sur le contrôle ouvrier et sur la mise en question du cadre de vie dominé par le capitalisme. Nous y reviendrons la semaine prochaine.

Politique policière et travailleurs

Jean-Marie Vincent

LE président de la République, M. Pompidou, nous a gratifiés dernièrement d'un entretien télévisé apparemment bonhomme, mais menaçant sur le fond. Comme il fallait s'y attendre, il s'est servi de la crise de l'Université, des dégâts suscités directement à Nanterre par ses forces de l'ordre et indirectement par la contre-offensive mandarinale patronnée par M. Guichard, pour lancer l'anathème contre les révolutionnaires. Le prétexte est bon. Le mouvement étudiant est relativement isolé et les actions irresponsables de certains groupuscules peu représentatifs permettent de faire de fructueux amalgames. On attaque les anarchistes itinérants, mais on arrête deux étudiants de Nanterre, dont notre camarade Coudy. On se dit soucieux de l'ordre public, mais on attise le mécontentement en multipliant les tracasseries policières et les provocations.

La majorité silencieuse dont se réclament MM. Pompidou et Marcellin a évidemment bon dos. Masse indifférenciée, informe, elle ne peut, par définition, s'exprimer. Ses interprètes peuvent donc lui attribuer tous les sentiments, toutes les réactions qu'ils veulent. Le monde peut ainsi être peint en mauvaises images d'Épinal. D'un côté, une société où tout, ou à peu près, va bien, de l'autre côté, des minoritaires prétentieux, des professionnels de l'agitation qui veulent anéantir les libertés du plus grand nombre. Comme c'est beau, comme c'est simple !

Il est vrai qu'il existe en France une partie importante des classes aisées et même un secteur des classes populaires qui acceptent ce langage. Mais les autres, des jeunes déqualifiés (par rapport à la formation reçue) aux mal-logés en passant par les travailleurs immigrés, etc., ont-ils vraiment des raisons de s'identifier à ce genre de prêche ? Les militants ouvriers, syndicaux ou politiques, les paysans en colère peuvent-ils se laisser berner par de telles considérations ? En réalité, il apparaît bien que si leurs sentiments quant au mouvement étudiant sont mé-

lés, ils se doutent bien qu'en haut on ne leur veut pas du bien. Il ne faudrait même pas beaucoup pour qu'ils soient même franchement convaincus qu'ils sont aussi directement visés par les menaces et qu'on essaie de les faire tenir tranquilles à tout prix.

N'y a-t-il pas des faits concordants qui vont dans ce sens : les démarches dégradantes et humiliantes imposées aux travailleurs étrangers, la répression dans les collèges d'enseignement technique et les foyers de jeunes travailleurs, les licenciements de militants syndicaux dans les entreprises, etc. La répression qui s'abat depuis des mois sur les vendeurs de journaux dits gauchistes, sur les distributeurs de tracts ne peut, de ce fait, apparaître comme localisée, limitée ; d'ailleurs elle s'étend maintenant aux militants du P.C.F., aux distributeurs de tracts syndicaux C.F.D.T. En réalité, elle fait partie d'un plan concerté, d'une entreprise de grignotage systématique des libertés de la grande masse des travailleurs. Depuis la publication de l'échange de correspondance entre Paul Ricœur et le ministre de l'Éducation nationale, depuis la publication du communiqué du Syndicat général de la police, on sait que l'entrée de la police dans le campus de Nanterre a été montée comme une véritable provocation. Il ne s'agissait évidemment pas d'une opération dont le but était strictement limité à Nanterre. On l'a bien vu quelques jours après, lorsque le ministère de l'Intérieur a interdit toutes les réunions sur la répression dans l'armée.

Ce que le régime est en train de faire, c'est d'essayer de donner à sa police des fonctions politiques de plus en plus importantes. Il ne lui suffit plus qu'elle fasse du « maintien de l'ordre ». Il veut qu'elle intervienne de façon permanente pour étouffer toute possibilité d'expression autonome de la grande masse des travailleurs, trop bavards depuis deux ans à son gré. La bataille pour les libertés démocratiques, pour le droit d'expression a donc une importance décisive aujourd'hui.

Contrairement à ce que veulent faire croire les tenants du régime, les liberticides, les ennemis de la liberté ne sont pas du côté des exploités, ils sont du côté de ceux qui ont peur pour leurs privilèges. Chaque jour le montrera un peu plus et c'est pour cela que la bataille contre les émules de Chiappe peut être gagnée.

L'unité de front des travailleurs sur ces thèmes simples est indispensable. Elle est également la condition de luttes efficaces pour le contrôle ouvrier et contre le mode de vie imposé par le capitalisme. □



**PRÉSENCE
AFRICAIN**

LES NÉGRIERS MODERNES

J.-P. N'DIAYE
12 F

Le dossier explosif d'une exploitation sordide.

DISCOURS SUR LE COLONIALISME

Aimé CESAIRE
3,60 F

Un livre qui reste toujours d'actualité.

Librairie Présence Africaine
25 bis, rue des Ecoles
Paris 5^e

La leçon des cantonales

Jacques Galus

Les résultats du 2^e tour sont généralement peu différents de ceux auxquels on pouvait s'attendre à l'issue du 1^{er} tour. L'U.D.R. marque un léger progrès, mais il demeure inférieur à ce qu'elle espérait, les alliés de la majorité actuelle sont stables ou en recul et la tentative d'implantation dans le Sud-Ouest a, sauf rares exceptions — Charbannel et Limouzy —, assez largement échoué.

Les résultats du parti communiste sont plus favorables qu'on ne le pensait généralement. La progression du P.S.U. est dans les mêmes proportions, avec des succès locaux plus nets. Par contre, le « nouveau » Parti socialiste et les autres candidats qui se réclament de la gauche sont affaiblis. L'évolution des voix du P.S.U. est très voisine de celle du P.C., mais très différente de celle des autres formations de gauche, sauf dans la région parisienne où notre implantation augmente alors que le P.C. perd des élus.

La polarisation, à droite et à gauche, apparaît de plus en plus nettement, mais la position des intermédiaires « nouveau » ou « rénové » n'est pas encore éclaircie.

Pour ce qui nous concerne, nous n'étions pas présents pour obtenir des élus à tout prix ; malgré cela, et surtout grâce à l'unité des travailleurs, certains succès probants sont enregistrés : le Dr Caro dans les Côtes-du-Nord, notre camarade Varinier dans la Loire, où il bat Michel Jacquet, questeur de l'Assemblée nationale, M. Besson à Chambéry. Cette même unité de front des travailleurs a permis en particulier la victoire de Vial-Massat, candidat communiste, face à Claudius Petit, président du groupe P.D.M., et celle de Georges Fillioud, dans la Drôme.

Au total et en ne tenant compte que des élus membres du parti ou soutenus par lui, nous avons 13 élus pour 7 sortants, dans les Côtes-du-Nord, le Finistère, les Ardennes, le Loiret, la Loire, la Lozère et la Savoie.

Mais si le comportement du P.C. a été correcte, on ne peut en dire autant du Parti socialiste.

Nous avons à cœur de porter notre attention sur ce qui s'est

passé dans les Yvelines, car l'attitude d'un parti qui se croit nouveau et se prétend socialiste nous y paraît significative. A St-Nom-la-Bretèche, notre camarade Crozet se trouvait en deuxième position derrière l'U.D.R., sa réélection paraissait assurée. Or, il a été battu de 172 voix par J. Gillet, candidat du P.S., arrivé 3^e, mais qui a bénéficié du retrait et du soutien actif de l'U.D.R. Nous comprenons l'émotion du candidat gaulliste puisqu'il s'agissait d'éviter l'élection d'un membre de ce « parti ultra-gauchiste et révolutionnaire lié aux anarchistes de Nanterre » (sic). Pour ce faire, il était donc tout naturel de demander de voter pour son « collègue » (sic) et « contre ceux qui remettent en cause les valeurs fondamentales de notre société démocratique et portent atteinte à nos libertés » (sic) ; d'autant plus que le candidat du P.S. avait un ancien responsable C.D.R. dans son comité de soutien.

Pourtant, la sincérité socialiste de M. Gillet ne devait pas faire de doute ; il était soutenu par le Parti socialiste, le Parti radical et la C.I.R. Il affirmait avec beaucoup de fermeté lutter « pour une modification de la politique actuelle » mais aussi « pour battre le candidat P.S.U. Crozet, et un parti dont le secrétaire général Michel Rocard n'hésite pas à s'allier avec Krivine et les aventuriers du désordre » (sic). S'agit-il d'une exception ? Certainement pas dans les Yvelines, puisqu'à Mantes, un candidat « socialiste » dont l'anticommuniste virulent est notoire, a bénéficié pareillement d'un appel officiel de l'U.D.R.

Les Yvelines sont-elles une exception ? M. Savary nous le dira sans doute. Il nous a déjà expliqué que son parti était rempli d'exceptions.

Mais nous savons bien que penser de ces « socialistes » qui vont chercher près du pouvoir les voix que leur refusent les électeurs de gauche les plus lucides. Le Parti communiste aurait-il encore des illusions que nous n'avons jamais eues ? Il lui faudrait être bien naïf. Soulignons pourtant son extrême timidité et ses hésitations à condamner le P.S. Alors ? □



A. D. N. P.

« Le patriote guadeloupéen »

L'A.G.E.G. (Association Générale des Etudiants Guadeloupéens), qui exprimait jusqu'ici ses positions dans le « Bulletin de l'Etudiant Guadeloupéen », vient de faire paraître un journal : « Le Patriote guadeloupéen ».

Son premier éditorial précise ses objectifs :

— Défendre et renforcer l'A.G.E.G. ;

— Populariser davantage notre mot d'ordre d'indépendance nationale ;

— Travailler au développement de la conscience nationale ;

— Aider au regroupement des émigrés guadeloupéens au sein de l'Association Générale des Travailleurs Antillais-Guyannais (A.G.T.A.G.) ;

— Œuvrer à la clarification des idées en menant une lutte idéolo-

gique ininterrompue sur la base des principes marxistes-léninistes contre toutes les tendances erronées et en particulier contre le révisionnisme, l'opportunisme de gauche et l'opportunisme de droite. (...)

« Le « Patriote Guadeloupéen » est un journal anti-impérialiste solidaire des luttes révolutionnaires des peuples d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, d'Amérique du Nord et d'Europe, contre l'impérialisme ayant à sa tête l'impérialisme yankee. Le « Patriote Guadeloupéen » se devra de populariser ces luttes au sein des masses guadeloupéennes. Mais c'est en luttant sur notre sol, de façon conséquente, contre l'impérialisme français, que nous rendrons notre soutien et notre solidarité effectifs et réels. » □

Lettre à M. Marcellin

Jean Verger

L'hydre gauchiste vous obsède, Monsieur le policier en chef : depuis mai 1968 vous avez des cauchemars terribles. Pêle-mêle se succèdent dans votre petite imagination les portraits de Mao, de Trotsky, de Lénine et de Bonnot. Ah ! que ce serait bon de mater tout ça, d'être l'homme à poigne qui lessiverait toute cette racaille ! Et le souvenir de Clemenceau trotte dans votre petite tête : être le premier flic de France ! taper dans le tas ! arrêter à tour de bras ! serrer la vis à tous ces étudiants, ces jeunes ouvriers gauchistes ! mater la révolution dans l'œuf et redonner à l'Etat bourgeois ce clinquant qui s'appelle l'Ordre.

Vous avez, depuis votre entrée en fonctions, interdit toutes les manifestations sur la voie publique, quitte par exemple à vous ridiculiser (comme le 15 novembre) en mettant sur le pied de guerre tous vos flics et en instituant un véritable état de siège à Paris.

Vous avez systématiquement donné l'ordre à vos sbires de pourchasser les vendeurs de journaux gauchistes, les distributeurs de tracts, les colleurs d'affiches.

Vous avez mobilisé récemment, dans les métros parisiens, des cohortes de flics en civil, et facilité ainsi l'action menée contre la hausse des tarifs et les conditions déplorables de transport laissées aux Parisiens, lesquels, spontanément, ont applaudi et se sont solidarisés avec les camarades engagés dans cette lutte.

Vous perquisitionnez, vous arrêtez, vous pourchassez, vous « nanterrisez ».

Mais, jusqu'à présent, vous vous arrangez pour garder un semblant de démocratie formelle. Le droit de réunion n'était pas remis en cause : c'est beau la démocratie !

Mais quand la liberté d'expression s'intéresse aux droits démocratiques des soldats, quand elle s'élève contre le jugement scandaleux qui a frappé à Rennes les soldats Trouilleux, Devaux, Hervé, quand elle réclame la levée du secret et de l'incarcération du soldat Divet, le sang vous monte à la tête, et si je puis dire, vous voyez ROUGE.

Alors vous interdisez « toutes les manifestations et réunions organisées par les mouvements gau-

chistes de nature à porter atteinte au moral de l'armée ».

Vous interdisez le meeting du mardi 17 mars organisé par le Comité national pour la libération des soldats emprisonnés et le meeting du samedi 14 mars organisé par la Gauche prolétarienne.

Et dans votre tête vous êtes satisfait. Voilà encore du beau travail viril. Voilà de la poigne. Voilà du Clemenceau. Plus de meetings sur le rôle oppressif de l'armée. Plus de meetings pour la libération des soldats emprisonnés. Le tour est joué : le moral de l'armée restera ce qu'il est... le plus bas possible.



Si vous n'aviez pas interdit ces meetings, Monsieur l'Argousin, ils auraient au plus touché cinq à six mille personnes.

Votre interdiction va nous permettre de populariser davantage encore à la fois notre solidarité avec les soldats emprisonnés ou encasernés et notre indignation devant vos méthodes.

La conférence de presse de J.-P. Sartre, M. Rocard et A. Krivine nous donne à la fois l'occasion de vous confondre, et de réaffirmer devant des millions de travailleurs que l'armée n'est pas un secteur privilégié, intouchable, où l'on laisse l'Etat bourgeois passer au laminoir de la bêtise, de la brimade, de l'obscurantisme, des générations entières de jeunes pour mieux les intégrer ensuite dans la société autoritaire et paternaliste.

Du reste, les jeunes soldats en ont marre. Leur « moral » au sens où vous l'entendez, est tellement bas qu'ils s'organisent eux-mêmes, qu'ils constituent leurs comités, qu'ils dénoncent l'attitude scandaleuse de leurs officiers (parlez-nous un peu des raisons véritables qui font que le soldat Divet est gardé au secret, au mépris de toute légalité, et notamment de la vôtre).

Bien sûr, votre arrêté d'interdiction va nous empêcher d'organiser nommément des meetings sur le thème de l'armée.

Bien sûr, comme vous l'avez fait récemment auprès de la direction de la salle de la Mutualité à Paris, vous vous arrangerez pour que les grandes salles nous soient interdites, sous des prétextes divers. Au besoin, vous aurez toujours la latitude d'interdire systématiquement tout meeting portant sur des sujets d'actualité.

Mais le premier pas que vous venez de franchir allègrement est dangereux pour l'Etat que vous défendez à travers ses instruments de répression : vous devriez comprendre (peut-être est-ce trop demander) que vos mesures d'interdiction ne nous empêcheront pas de continuer la lutte, contre votre Ordre, votre Société, votre France.

Nous ne manquons pas d'imagination (nous avons commencé à le prouver en mai 68) et nous trouverons d'autres formes de lutte. Peut-être bien que ces formes de lutte ne seront pas toujours « légales » selon vous. C'est dommage, n'est-ce pas ? Mais nous n'avons pas d'autres moyens à notre disposi-

tion, et vous ne nous laissez plus le choix. Dans un sens ce n'est pas mauvais, puisqu'au mot d'ordre fameux de mai 68 « Etudiants-ouvriers tous unis » nous ajouterons celui-ci : « Etudiants-ouvriers-soldats tous unis », qui n'aurait pas été plus mal à cette époque.

Monsieur l'Argousin, l'armée vous est chère (et elle nous coûte encore plus cher) et votre Premier ministre qui a versé récemment des larmes devant les 57 cercueils des victimes de « L'Eurydice » n'a pas, que je sache, chercher à traduire devant le tribunal militaire les responsables de la catastrophe ; il vous a été facile de qualifier ces 57 victimes de l'incurie de « héros ».

Nous plaignons sincèrement leurs familles. Mais nos « héros » à nous, ce sont ceux qui luttent contre l'oppression dont sont victimes, à l'armée, les jeunes travailleurs. Nos héros s'appellent Hervé, Trouilleux, Devaux, Divet ; ils ne sont pas seuls. Leur « moral » est plus haut que le vôtre. J'en veux pour preuve l'article publié le 14 mars par Pierre Gaxotte (un plumeur de votre bord) dans « le Figaro » : « Il est ridicule pour un Etat de proclamer périodiquement que l'anarchie est le fait de minorités infimes, de groupuscules, tout en administrant la preuve qu'il ne peut en venir à bout, c'est-à-dire qu'il est lui-même un groupuscule plus infime. »

Voilà de quoi vous reconforter Monsieur le Ministre ! Vraiment, vous avez choisi une carrière difficile : puis-je vous conseiller de prendre l'Education nationale la prochaine fois ? On rigolera bien. □

VIENT DE PARAÎTRE



LES PAYSANS
DANS LA LUTTE DES CLASSES
par Bernard Lambert

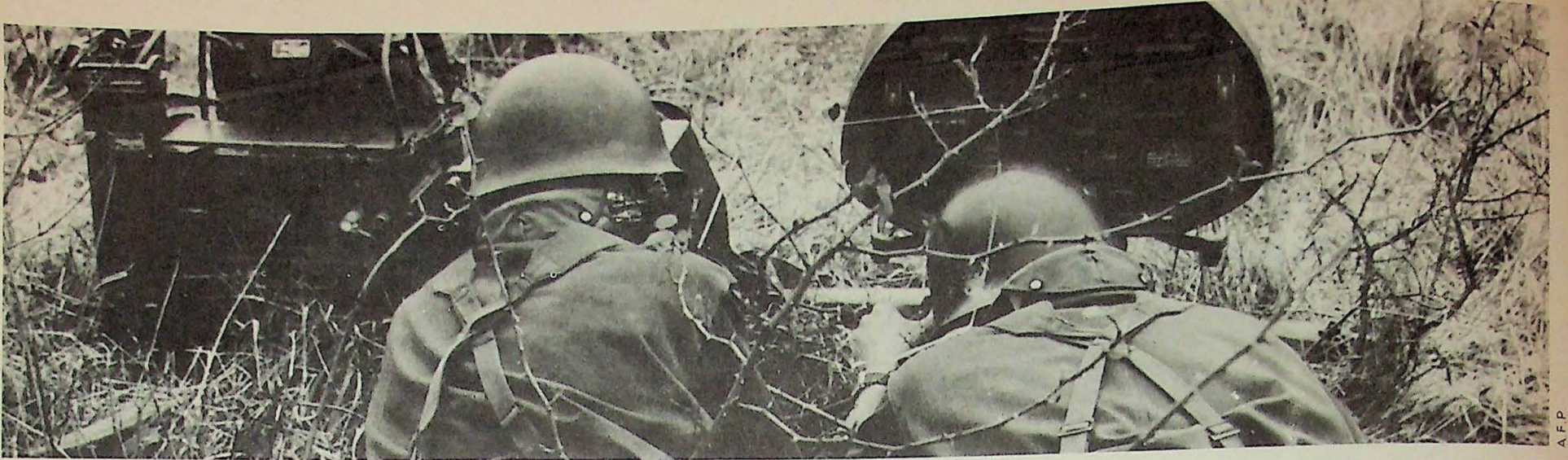
L'irruption du capitalisme industriel dans le monde clos de l'agriculture française bouleverse les structures mentales et les institutions (propriété familiale, religion, école) sur lesquelles reposait l'unité du monde rural. Désormais, à côté des petits paysans pauvres, on voit apparaître des exploitations modernes où le chef d'entreprise devient sur sa propriété le salarié des grandes firmes industrielles de produits alimentaires. La lutte des classes s'installe à la campagne. La « révolution silencieuse » est en train de devenir bruyante. Les paysans de l'ouest l'ont montré. Leur leader, Bernard Lambert, explique pourquoi.

Préface de Michel Rocard
Collection de poche « Politique » dirigée par
Jacques Julliard - numéro 37 - volume simple : 5 F

Bon de commande

à envoyer à TRIBUNE SOCIALISTE, 54, bd Garibaldi, Paris (15^e) - C.C.P. Paris 58 26 65.
Veuillez expédier, franco de port, à l'adresse ci-dessous

..... ex. du livre
Ci-joint un chèque de
M
Adresse



Le temps volé

Jean Rature

Au service de la classe dominante, l'armée est chargée d'en défendre à l'extérieur les intérêts impérialistes, à l'intérieur l'ordre bourgeois. Ces objectifs ne sont bien sûr pas ceux des classes exploitées qui composent le contingent. L'armée est obligée de les imposer par une discipline répressive et par une hiérarchie centralisée. Elle ne peut tolérer la liberté d'information, de réunion, ni le moindre contrepoids à son autorité.

Il en résulte des dysfonctionnements, des gaspillages à tous les niveaux, un appareil lourd, lent, des règlements tâtilons et absurdes. Dans les casernes, officiers et sous-officiers cherchent à abolir tout sens critique, obligent à obéir à des ordres apparemment non motivés, font régner une insécurité de tous les instants. L'armée est ainsi à la fois la caricature du monde du travail (les rapports hiérarchiques et la répression sont au fond les mêmes, mais d'une façon plus flagrante pour l'armée), et le moule qui fabrique les agents de production résignés et dociles dont rêvent les patrons.

Cependant, du fait du prolongement de la scolarité obligatoire, le bourrage de crâne se fait moins efficace. Une politique adroite développe les mythes de l'égalité et de la neutralité et d'une formation professionnelle à l'armée. En fait, cette dernière n'existe que pour un tout petit nombre d'appelés ; les privilèges de classe subsistent (les fils des classes défavorisées « crapahutent », tandis que les « fils à papa » et la plupart des étudiants — sauf ceux qui font l'objet d'une répression spéciale pour motifs politiques — sont « planqués » dans des bureaux). Quant à la neutralité politique, qui n'a été témoin de discours anticommunistes d'un capitaine ou d'un colonel ? Et, plus insidieusement, le rituel et la structure militaires sont-ils politiquement neutres ?

Prendre le contingent plus jeune, donc plus malléable, plus facile à conditionner, tel semble être l'objectif de Debré (avec en plus un droit de regard de l'armée sur l'université, pour l'attribution des sursis). Et, dans les attendus de sa proposition de loi (création d'un service civique, service national féminin), Missoffe explique que « les heurts entre les générations ont fait ressortir l'insuffisance de l'intégration des jeunes dans la nation, intégration que le service militaire seul ne peut plus véritablement assurer ».

On voit clairement ici que le rôle essentiel du service militaire n'est pas « la défense de la patrie », mais l'embrigadement, la prise en main de la jeunesse.

Alors, que le contingent fasse seize mois ou rien, cela ne change pas la puissance militaire de la France. Les bourgeois se sentiront quand même à l'abri, derrière leurs bombes atomiques, leurs Mirage IV, leurs tanks, leurs sous-marins, leurs flics et leurs C.R.S. La défense nationale n'est qu'un prétexte. Le rôle réellement militaire est réservé à l'armée de métier. Le temps du service militaire est du temps volé à la jeunesse.

Un réservoir de main-d'œuvre gratuite

Et pourtant le service militaire apparaît comme une fatale nécessité. Nos parents l'ont fait, nos grands-parents aussi. Les plaques de rues, les pages des livres d'histoire abondent de noms de généraux. On se prépare dès l'enfance, par la télé, par les illustrés, à cette étape de la vie. Aussi Debré et Missoffe semblent-ils faire un cadeau, quand l'un réduit à un an la durée du service légal, et quand l'autre propose qu'on y fasse quelque chose d'utile.

Debré pourtant nous demande de servir en auxiliaires de la police en cas d'insurrection popula-

re, Missoffe veut former un réservoir de main-d'œuvre disciplinée et gratuite, sous prétexte de « faire du social » (ce qui permettrait au gouvernement de « faire la charité » à la façon des dames patronesses, à défaut d'avoir une politique de justice sociale) : il n'y a pas lieu de s'en réjouir.

L'armée actuelle est déjà une armée de métier. S'il est vrai qu'en mai 68 le contingent aurait difficilement pu être utilisé pour tirer sur les grévistes, on ne peut pas dire pour autant qu'il exerce un contrôle sur l'armée. La puissance militaire consiste essentiellement en un armement complexe et en rapide évolution, qui s'appuie sur de vastes secteurs de l'économie et de la recherche scientifique. Le problème est celui du contrôle de ce complexe militaro-industriel. Le contrôle des travailleurs dans les usines d'armement, des chercheurs dans les laboratoires est un élément de réponse, mais encore insuffisant. Le problème nous concerne à plus d'un titre :

— Comment éviter qu'une tentative de putsch militaire réussisse ? Au moment de la prise de pouvoir, il faudrait éviter que l'armée de métier s'oppose efficacement à l'action révolutionnaire ; un régime socialiste une fois en place, il faudrait se préserver du risque qu'un groupe à la tête de cette puissance militaire puisse abuser de ses pouvoirs.

Nos revendications, pour les questions militaires comme pour les autres, doivent améliorer le rapport de forces en notre faveur, et préfigurer le régime que nous voulons mettre en place : celle du contrôle du complexe militaro-industriel va bien dans ce sens.

Bien sûr, ce contrôle ne peut s'acquérir que d'une manière graduelle et n'est pas acceptable par le capitalisme. Nos premières revendications, et nos premières luttes vont être progressives.

Celle des libertés politiques à l'armée en est un exemple. Les armées de libération, qui font appel à l'adhésion populaire, sont renforcées par la formation politique de leurs soldats. Pendant la Résistance, on « faisait de la politique ». Au contraire, la bourgeoisie ne saurait tolérer qu'on « fasse de la politique » à l'armée. Il est intéressant de mettre en évidence la contradiction entre le mythe de l'armée au service de la démocratie, et l'absence même des libertés d'information et d'expression à l'intérieur des casernes.

La revendication des libertés syndicales n'est pas à dédaigner sous prétexte qu'elle risque d'être intégrée par des militaires intelligents. Les libertés syndicales peuvent contribuer à améliorer la vie du soldat (matérielle, culturelle,) ; elles peuvent servir de support à la contestation.

Tout le monde est concerné par le service militaire. Il nous appartient, en avançant des revendications justes, de transformer en prise de conscience politique le sentiment antimilitariste profond mais vague qui est au cœur de la plupart des jeunes pendant leur séjour « sous les drapeaux ».

PANTHÉON

10, rue Victor-Cousin
ODE. 15 04

Permanent de 14 h à 24 h

**SWING
TIME**

V.O.

Lettre du maire de Nanterre

A la suite d'un article paru dans l'hebdomadaire P.S.U. du jeudi 5 mars 1970, à la page 12, et signé Robert Chapuis, on se livre à mon égard à une ignominie que je ne peux laisser sans réponse et qui m'a déjà amené à publier auprès de la population nanterrienne une déclaration que j'ai également adressée à l'Agence France-Presse, à France-Inter, Radio-Luxembourg et Europe 1.

Je crois utile également de porter à nouveau à votre connaissance la déclaration que j'ai remise au Ministère de l'Education Nationale le jeudi 5 mars, qui a été aussi adressée à l'Agence France-Presse et qui est ainsi conçue :

« De nouveaux et graves incidents viennent de se dérouler aux Facultés de Nanterre.

Ils soulèvent une grande émo-

— le retrait des forces policières du campus ;

— l'abandon des mesures de banalisation ;

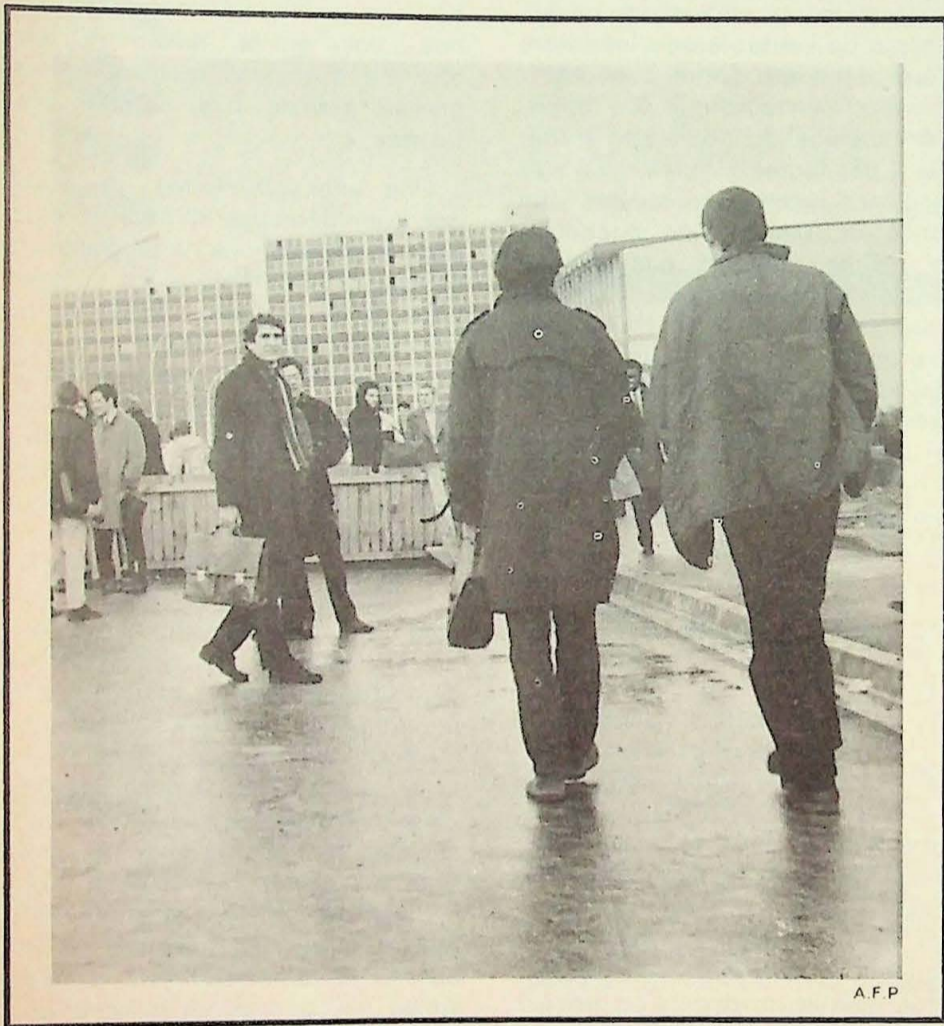
— le respect des franchises universitaires et des moyens supplémentaires pour le fonctionnement des Facultés, en crédits, locaux, enseignants ; ces moyens permettant aux étudiants de poursuivre leurs études à temps plein

L'application de ces mesures serait susceptible d'isoler les groupes provocateurs et d'assurer un fonctionnement normal des Facultés. »

J'ose espérer, qu'informé de ma protestation, vous serez conduit à faire publier dans votre organe la lettre que je vous adresse.

R. BARBET,

Député - Maire de Nanterre



En effet, vous savez pertinemment bien que la « police municipale » est placée, dans l'agglomération parisienne, sous la responsabilité du Préfet de Police et du Ministre de l'Intérieur. Or, dans cet article, la réalité se trouve travestie et laisse supposer aux lecteurs que je porte une responsabilité, en collusion avec le Ministre de l'Intérieur, dans les violences qui se sont exercées lors des graves incidents qui viennent de se dérouler à la Faculté de Nanterre.

Par ailleurs, vous savez fort bien qu'avec la Municipalité communiste de Nanterre, j'ai réprouvé les violences de la police ainsi que l'activité des groupes gauchistes et fascistes.

tion parmi la population dont nous tenons à nous faire l'écho.

L'introduction de la police à l'intérieur du campus, à la suite des mesures de banalisation, n'a fait, comme il était prévisible, que favoriser l'action des groupes provocateurs maoïstes et fascistes, alors que la masse des étudiants désire poursuivre ses études dans des conditions matérielles qui lui font actuellement défaut.

C'est pourquoi, se déclarant solidaires des revendications de la Fédération des groupes d'études de Nanterre, nous venons de demander au Ministre de l'Education Nationale :

— l'ouverture immédiate des Facultés ;

Dont acte

Mais le camarade Barbet est-il sûr d'avoir bien lu l'article de Robert Chapuis qu'il incrimine ?

Dans cet article il s'agissait de dénoncer la volonté du Conseil de gestion sans préjuger de celle du maire de Nanterre. Il est donc assez inquiétant de voir que M. Barbet se soit senti aussi concerné et ait pu croire que l'article le confondait avec M. Marcellin, cité par ailleurs.

Quoi qu'il en soit, la « banalisation » intéresse aussi bien la municipalité que la préfecture de police. On voudrait que le camarade Barbet prouve le contraire au lieu de se défendre en des termes vagues. Car il ne suffit pas, pour répondre à ce que l'on croit être une attaque personnelle, et pour lever toute ambiguïté, d'avoir « réprouvé » ni de produire le texte d'une protestation adressée au ministère de l'Education nationale. Nous pensons pour notre part que si le camarade Barbet est hostile à la mesure de « banalisation », il peut certainement engager l'action nécessaire pour y mettre fin, tant au Parlement que dans le cadre de ses responsabilités municipales.

A noter au passage que le maire de Nanterre croit devoir corriger la portée de ses déclarations en dénonçant, comme on le fait inlassablement et imperturbablement dans son parti, police, fascistes et « gauchistes » pêle-mêle, sans la moindre nuance, sans la moindre pudeur. Cela n'en dit-il pas long sur son attitude quant au fond ?

Faut-il en conclure au caractère purement formel de ses diverses démarches ?

La politique n'est pas un match de catch où les cris du public font partie du spectacle. Lorsque des adversaires politiques s'affrontent, refuser de choisir entre eux, c'est faire le jeu de l'un ou de l'autre. Duquel ?

Le Centre de propagande Anti-Tabac cherche 500 grands fumeurs qui voudraient cesser de fumer

Durant les deux semaines qui suivent, le Centre de Propagande Anti-Tabac offre à tous les fumeurs d'essayer la dragée qui fait passer l'envie de fumer. Cette expérience vous coûtera juste 30 centimes. Il vous suffit, en effet, d'envoyer (avant deux semaines) une enveloppe au Centre de Propagande Anti-Tabac. Voici l'adresse (serv. 683 C), 37, boulevard de Strasbourg, Paris. Et vous découvrirez avec stupeur qu'aujourd'hui il est possible de s'arrêter de fumer sans danger, et surtout sans faire appel à sa volonté. L'envie de fumer passe d'elle-même après quelques jours seulement de traitement. Et après, quel soulagement !

La Gauche prolétarienne dans l'impasse

Pierre Gautier

La « gauche prolétarienne » est-elle un mal qui répand la terreur ? A en croire M. Marcellin qui brandit son activité comme un épouvantail pour justifier et faire valoir l'action de ses propres services et la ramification de sa police politique, on serait tenté de le penser. A en juger d'après la violence des réactions du P.C.F. et de « L'Humanité » contre les « fascistes » de la « gauche prolétarienne », on serait porté à le dire.

Des analyses fausses

La réalité est plus prosaïque. La « gauche prolétarienne » n'est autre chose qu'une petite organisation issue du mouvement étudiant, qui n'a pas su digérer les événements de mai-juin 1968 et cherche son salut dans l'activisme c'est-à-dire, dans une véritable fuite en avant. Son organe de presse « La cause du peuple » ne fournit aucune analyse de la conjoncture politique et sociale dans laquelle nous vivons et remplace l'effort difficile de compréhension des rapports de forces changeants entre les classes par des dénonciations répétées, incantatoires de la dictature terroriste du capital. De façon significative les affrontements de classe tels qu'ils sont présentés dans la « Cause du peuple » sont des affrontements personnalisés entre tel ou tel patron, tel ou tel contremaître et la masse des ouvriers. L'enjeu principal dans les entreprises, ce n'est pas telle ou telle revendication précise (durée du travail, forme du salaire) à partir de laquelle les travailleurs se mobilisent et développent leur force collective contre l'organisation capitaliste du travail, c'est la vengeance contre le patron ou son représentant, c'est la riposte physique atteignant un ingénieur ou un cadre. Il s'ensuit évidemment une condamnation sans appel du syndicalisme, ou des organisations de masse que les travailleurs essayent d'utiliser pour desserrer l'étreinte quotidienne du capitalisme.

Dans le numéro 17 de la « Cause du peuple », un article à prétention théorique, mais significativement intitulé « coup pour coup »,

affirme tout simplement : « Pourquoi nous nous opposons au syndicalisme ? Parce qu'il fait la paix quand il faudrait faire la guerre. Parce qu'il capitule quand il faudrait résister : qu'il fait pression quand il faudrait frapper. Parce qu'il accepte la loi des patrons quand il ne faudrait reconnaître que la légalité des masses combattant pour une cause juste : celle de l'émancipation. Parce qu'il divise quand il faudrait unir. Le syndicalisme à notre époque accepte la division du travail imposée par le patron : et dans ce cadre il prétend défendre les intérêts professionnels des couches sociales divisées par le capitalisme. » C'est évidemment une nuit noire dans laquelle tous les chats sont gris, dans laquelle le syndicalisme des cadres de type C.G.C. équivaut au syndicalisme ouvrier C.G.T. ou C.F.D.T., dans laquelle la lutte que mènent les travailleurs pour contrôler leurs organisations, pour les faire servir à des fins anticapitalistes perd tout sens. Admirons en particulier, cette façon de comprendre la division du travail comme une pure et simple manœuvre de division des capitalistes, comme si elle ne renvoyait pas au-delà de son aspect particulier dans l'entreprise à la division sociale du travail et aux rapports de production, comme si il n'y avait pas des différences objectives dans la situation des exploités que seul un combat politique et syndical acharné permet de surmonter.

Racines d'une orientation

La racine de cette logique délirante, il n'y a pas besoin de la chercher ailleurs que dans la révolte anti-autoritaire petite bourgeoise qui incapable de saisir la complexité des rapports de classe, la dynamique de la reproduction capitaliste des rapports sociaux, divise le monde selon des catégories morales en bons et en méchants, en blancs et en noirs. La domination capitaliste n'est plus un mode spécifique d'organisation de la production et de la coopération des travailleurs pour l'extraction de la plus-value ou du profit, c'est une relation d'autorité en soi. Il y a d'un

côté les puissants, de l'autre les opprimés, ou encore les riches et les pauvres. L'expropriation des expropriateurs que préconise le mouvement ouvrier depuis Marx, n'est plus alors le point d'aboutissement d'une lutte difficile qui libère les forces productives humaines par la construction d'un Etat prolétarien mais le résultat d'une suite de combats singuliers, d'affrontements particuliers où les tenants de l'autorité sont mis hors d'état de nuire. Cette conception postule, bien sûr, que les opprimés ne demandent qu'à être entraînés à ces joutes simples, qu'il suffit d'oser lutter pour vaincre, que l'unité du peuple (les opprimés) se réalise grâce à des actions exemplaires qui donnent à tous le courage de se révolter. En ce sens le processus révolutionnaire n'est plus qu'une série de révoltes localisées qui par on ne sait quel miracle doivent abattre l'ordre capitaliste en faisant l'économie des véritables luttes de masse.

Pas de stratégie

La lutte de classes devient ainsi une sorte de petite guerre de commandos et plus précisément, dans le vocabulaire de la « gauche prolétarienne », une nouvelle résistance populaire prélude supposé au grand soir. Seulement ces « partisans » d'un nouveau genre n'ont rien à offrir en matière de stratégie. Leur guérilla mythique ne prévoit rien pour la mobilisation des masses, pour le passage à des phases de « guerre » de mouvement pour le renforcement progressif des fronts de lutte, etc. Écoutons l'éditorial du numéro déjà cité de la « Cause du peuple » : « Contre les ennemis qui font de l'or avec notre sang, il n'y a qu'une seule attitude possible : c'est la riposte. Contre des assassins, qui ont la justice pourrie de leur côté, il n'y a qu'une chose à faire : tirer vengeance nous-mêmes et qu'elle soit la plus dure possible : nous n'attendons pas demain, ni après-demain pour faire payer le prix du sang et des larmes. C'est pourquoi nous disons aux patrons : c'est la guerre ; mais comme vous avez installé vos flics à tous les coins des rues, comme

vous occupez militairement nos villes, nous menons contre vous des combats de partisan : vos flics imbéciles ne peuvent rien contre les combattants de l'ombre. A Dunkerque, un jeune ouvrier est tué, 2 grues du port sont immobilisées par un sabotage : voilà qui fera réfléchir les assassins. A Hénin-Liétard, après l'assassinat des 16 mineurs, un incendie éclate dans les bureaux de reconversion des mines : voilà qui fait tellement trembler les assassins que toute leur presse pourrie n'en souffle pas un mot. »

Une telle orientation, populiste par son idéologie et anarchisante par ses implications ne peut que se heurter à l'indifférence ou à l'hostilité de la majorité de la classe ouvrière, même si des jeunes travailleurs y trouvent un exutoire provisoire à leur révolte contre l'opportunisme du mouvement ouvrier officiel. Il en résulte très souvent que les affrontements préconisés par la « gauche prolétarienne » visent les « petits chefs », c'est-à-dire des cadres du mouvement ouvrier, politique ou syndical. Il faut dire d'ailleurs que les responsables de l'organisation y sont poussés par l'analyse aberrante qu'ils font du P.C.F. Celui-ci parce qu'il est largement autoritaire dans ses formes d'organisation et parce qu'il assume souvent un rôle répressif face aux autres courants du mouvement ouvrier, est qualifié sans hésitation de social-fasciste ou encore de révisionniste-fasciste. Aussi ne peut-on s'étonner que malgré ses appels à l'unité du peuple (un peuple singulièrement indifférencié) la « gauche prolétarienne » finisse par introduire des éléments de confusion, de division, de démoralisation dans les rangs de ceux qui se sont éveillés à la vie politique depuis mai 68. Elle mène ses militants à l'impasse, les expose inutilement à la répression. Et, politesse pour politesse, si la « gauche prolétarienne » juge bon de traiter le P.S.U. de « charognard », nous lui dirons qu'elle n'est que la caricature avortée d'une organisation révolutionnaire. Nous ne nous solidariserons pas avec ceux qui veulent l'empêcher de s'exprimer, mais nous la combattons idéologiquement et politiquement. □

Kurdistan 70

G. Bedrossian

La guerre kurdo-irakienne s'est achevée le 11 mars 1970. Cette situation nouvellement créée semble vouloir annoncer des troubles qui, certainement, auront lieu en Turquie et en Iran.

La lutte qui, depuis 9 ans déjà, opposait les forces irakiennes aux partisans kurdes du général Barzani s'est peu à peu transformée en une lutte interne en Irak entre partisans de l'autonomie pour les Kurdes et adversaires du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

De cette autonomie et des formes adoptées il ressort un point majeur : l'existence d'une force armée kurde non intégrée totalement à l'armée irakienne. Ainsi se crée pour les Kurdes une base de départ et d'action pour toutes les actions qu'ils vont pouvoir mener tant en Iran qu'en Turquie.

Actuellement plusieurs millions

de Kurdes sont disséminés en Turquie (où ils forment la majeure partie de la population de l'Anatolie Orientale) et en Iran (d'importants territoires pétrolifères sont peuplés de Kurdes). Or dans aucun de ces deux pays les Kurdes n'ont de droits reconnus. Interdiction leur est faite de parler leur langue : on cherche à tout prix la destruction de ce peuple.

Récemment la presse d'Ankara proclamait qu'en Turquie n'existait qu'une seule entité nationale, celle des Turcs, niant ainsi l'existence des Kurdes et de leurs droits. En Iran seize chefs de tribus kurdes étaient pendus afin de prévenir toute tentative pouvant mener à une lutte armée.

Mais il ne semble pas que le général Barzani, dans ses derniers discours ait limité le règlement géographique du problème kurde

à la seule république irakienne, bien au contraire, il appelle les Kurdes à se soulever tant contre le régime d'Ankara que celui de Téhéran. Cette lutte qui, aujourd'hui, semble vouloir commencer ne sera pas seulement la lutte de la nation kurde contre ses oppresseurs mais bien plutôt, à l'égal de celle des Palestiniens la lutte d'une nation que l'impérialisme condamne à l'esclavage. L'opposition bourgeoise la plus réactionnaire en Irak avait tenté dernièrement un complot, qui échoua, afin d'empêcher la recherche d'une solution au problème kurde et ainsi de continuer une guerre qui faisait le jeu des gouvernements réactionnaires turcs et iraniens.

Cette opposition étant réduite au silence, la lutte du peuple kurde parallèlement à celle des Palestiniens dirigera tous ses efforts vers un seul but : saper et extirper l'impérialisme du Moyen-Orient. □

Positions sur le Moyen-Orient

A Jean-Marie Vincent.

Après lecture de ton article dans le dernier « T.S. », je voudrais te demander (de préférence par l'intermédiaire de « T.S. »), si tu as les mêmes conceptions que le mouvement Al Fatah sur la « destruction des structures sionistes de l'Etat d'Israël » et sur le sort qu'il réserve aux Juifs israéliens après la victoire qui, je l'espère, n'arrivera jamais.

Ci-joint quelques coupures de presse dont l'authenticité n'est nullement en cause, n'est-ce pas ? Et une brochure qui démontre une certaine complicité entre nazis importants et mouvements arabes palestiniens ou pas.

Cela ne m'empêche pas de penser qu'Arabes palestiniens et Juifs israéliens ont autant de droits, et nullement contradictoires, à une existence nationale. Il y a place dans l'ancienne Palestine pour ces deux Etats.

Victor VIKSTENSAS
3^e Section - Paris

Réponse de J.-M. V.

La lettre du camarade Vikstensas de la 3^e section pose beaucoup de problèmes dans un très court espace. Dans le cadre d'une réponse qui se veut brève et introduction à un débat plus approfondi, je me contenterai de quelques précisions. D'abord, bien entendu, je ne m'identifie pas aux conceptions

d'Al Fatah sur la destruction des structures sionistes de l'Etat d'Israël, ne serait-ce qu'en fonction des fluctuations que l'on peut observer à ce propos dans les prises de position des responsables de ce mouvement. Comme tous les fronts composites, Al Fatah réunit des courants très divers, dont les uns sont en voie de dépasser le chauvinisme, dont les autres au contraire succombent devant des idéologies réactionnaires. Si on élargit le problème à l'ensemble du mouvement palestinien, on s'aperçoit d'ailleurs que dans son sein il y a des affrontements politiques et idéologiques très importants et qui concernent en particulier la reconnaissance d'une communauté nationale israélienne. Manifestement, tout cela traduit des conflits de classes latents, la gauche palestinienne mettant en question les régimes arabes au même titre que le régime israélien (voir par exemple les documents du F.P.D.L.P. de tendance marxiste), la droite palestinienne cachant à peine derrière une phraséologie révolutionnariste des conceptions réactionnaires (d'où l'utilisation de certains éléments nazis).

Dans la dernière partie de sa lettre le camarade Vikstensas préconise, enfin, une solution apparemment séduisante, mais que je considère, pour ma part, comme parfaitement utopique : celle du partage. Même en admettant que

le régime israélien s'y prête et que les organisations palestiniennes s'y prêtent, cette solution laisse non réglé le problème de la forte minorité arabe qui vit sur le territoire israélien d'avant 1967. En outre, dans les conditions où les régimes du Moyen-Orient resteraient ce qu'ils sont, tant en Israël que dans les pays arabes, un Etat palestino-jordanien ne pourrait guère être autre chose qu'un Etat-croupion, soumis à toutes les pressions impérialistes, et, par conséquent, un obstacle à la libération socialiste des Palestiniens.

Ne vaut-il pas mieux à ce moment-là choisir, comme seul objectif stratégique valable pour des socialistes révolutionnaires, la création d'un Etat socialiste binational qui réconcilie définitivement les deux peuples sur une base anticapitaliste et anti-impérialiste ? Sans doute, cet objectif n'est-il pas facile à atteindre, mais en va-t-il autrement de la lutte socialiste dans notre pays ?

Cela dit, « T.S. » se propose de publier, au cours des prochaines semaines, des documents sur la question, qu'ils soient israéliens ou arabes, afin précisément de mieux éclairer tout le problème complexe de la lutte des classes au Moyen-Orient. Nous essaierons d'apporter des éléments sur la situation intérieure des pays arabes et d'Israël, sur l'évolution de la résistance palestinienne, sur le rôle des grandes puissances, etc. □

L'impérialisme à l'œuvre

Jacques Rennes

Vietnam... Laos... Cambodge aujourd'hui : il faut maintenant utiliser à nouveau l'expression « guerre d'Indochine ». Voilà cinq ans se tenait à Phnom-Penh la conférence des peuples indochinois. Aujourd'hui plus que jamais, ces trois peuples se retrouvent face à leurs ennemis communs : l'impérialisme américain, ses alliés étrangers et les forces locales sur lesquelles il peut encore compter.

La nouvelle a fait, la semaine dernière, l'effet d'un coup de tonnerre : la « population » de Phnom-Penh marchait sur les ambassades du gouvernement révolutionnaire provisoire du Vietnam du Sud et du Vietnam du Nord, les attaquait, malmenait les diplomates, et rentrait calmement chez elle. Le lendemain, des éléments troubles s'en prenaient aux ressortissants vietnamiens. Le gouvernement se déchaint contre les révolutionnaires du pays voisin ; la presse aussi. Et il fallait, pour interpréter les événements depuis l'étranger, compter sur tout sauf sur les dépêches venues de là-bas qui, comme d'habitude, évitaient de déplaire au pouvoir et ne reflétaient que les thèses officielles — car le Cambodge est un des pays les plus mal « couverts » du monde et donc l'un des moins connus.

Malgré tout, en lisant les récits complaisants envoyés de Phnom-Penh, on s'apercevait vite que l'affaire avait été montée de toutes pièces. La mise à sac des ambassades était l'œuvre réelle de la police encadrant des jeunes embrigadés dans des mouvements para-militaires et un lumpenproletariat facile à manœuvrer. Le gouvernement du général Lon Nol et du prince Sirik Matak ne tardait pas à féliciter la foule : elle avait accompli une « œuvre patriotique » en se soulevant « contre les Vietcongs » !

Coup de force à droite à Phnom-Penh

Que s'est-il passé ? Profitant de l'absence du chef de l'Etat, Norodom Sihanouk (il se trouvait en France et était à la veille de partir en visite officielle en Tchécoslovaquie, en Pologne, en U.R.S.S. et en Chine), le gouvernement de droite, qui s'était déjà imposé l'an dernier dans une certaine mesure contre la volonté du prince, lançait l'offensive contre le « communisme », contre les Vietnamiens — de gauche ou pas —, contre la politique de neutralité du pays. Visiblement fu-

rieux, Sihanouk a pourfendu de Paris ses adversaires mais sans rencontrer beaucoup d'échos chez lui. Il avait de toute évidence perdu une partie de son pouvoir, sinon tout son pouvoir. Contre le nationaliste féodal, corrompu, mais nationaliste quand même, ombrageusement neutre, la droite plus favorable à l'économie libérale, aux investissements étrangers, aux relations avec les Etats-Unis avait fait un coup de force.



Nul ne sait ce que réserve l'avenir. Mais il est déjà possible de dire que, à court terme en tout cas, la droite a remporté une victoire en Indochine. Lon Nol et ses amis de Phnom-Penh ne disent rien des raids américano-fantoches sur leurs frontières, des défoliations de districts de leur pays, mais rejettent tous les torts sur les Vietnamiens. L'affaire est grave, même s'il est enfantin de réclamer de ces éléments réactionnaires une solidarité militante avec la révolution vietnamienne. Il y a d'ailleurs longtemps que la droite cambodgienne préparait ses attaques xénophobes : « le Monde » a, la semaine dernière, révélé que, en mai 1969 déjà, la mise à sac des ambassades vietnamiennes avait été prévue, mais fut finalement décommandée.

Recul provisoire pour la gauche, l'affaire de Phnom-Penh a cependant quelques mérites. Elle déchire la voile pudiquement tendu par la propagande officielle sur ce que sont les forces au pouvoir au Cambodge. La droite pro-occidentale rêve de retrouver les bons temps de l'aide américaine (il lui serait d'ailleurs difficile d'y revenir sans transition tant la population a été habituée à s'en méfier). Quant à Sihanouk, son « socialisme » de-

mille dépense sans compter, mais, affirme-t-on dans l'opposition, sait compter lorsqu'il s'agit de mettre de l'argent à l'étranger. Tout cela finit par se savoir et surtout est le signe de l'impossibilité pour les dirigeants de la droite nationaliste de se faire les porte-parole réels de la population urbaine et paysanne. On peut aller en visite à Pékin et à Hanoi tout en exploitant le peuple...

La dictature se renforce à Saigon

A Washington, on s'est tu, mais Saigon a dit tout haut ce que les dirigeants américains pensent : beaucoup de bien de ce qui est arrivé au Cambodge. Nixon veut en effet tenir toute l'Indochine. Il s'accroche à Thieu et à sa clique. Et le dictateur de Saigon en profite pour frapper. Il a fait arrêter dans des conditions de grande brutalité policière le député Tran Ngoc Chau qui, se croyant protégé par la C.I.A. et l'ambassade américaine, avait pris des contacts avec le F.N.L. Mal lui en prit car ses protecteurs ont laissé tomber leur « agent », n'ont pas levé le petit doigt pour lui éviter la condamnation bâclée d'un procès truqué et dont la sentence est sans appel. Pour avoir osé publier un article mettant en cause la politique américaine, un journal a été interdit. Pour avoir fait preuve de quelque liberté, des étudiants viennent d'être emprisonnés. La politique de « vietnamisation » passe par le renforcement de la dictature militaire et de la puissance de la police : contradiction aveuglante avec les grands principes affirmés sur « le droit à l'autodétermination du peuple sud-vietnamien » avec lesquels, à la Conférence de Paris, la délégation américaine amuse chaque semaine la galerie, cependant que la guerre se poursuit et que Thieu ne manque ni d'armes ni de crédits. La preuve est faite une fois de plus que Washington n'a d'autre choix qu'entre une négociation sérieuse avec le G.R.P. et un appui de plus en plus solide à la clique militaire. Les Américains n'essaient même pas de dégager des forces d'apparence plus démocratique qu'ils tenteraient d'opposer au F.N.L. Et ils ne le font pas pour la simple raison que ces forces, inorganisées, faibles, depuis toujours terrorisées, existent de moins en moins et seraient bien incapables de diriger le pays. Le

meure un slogan vide. On peut être neutre et nationaliste tout en menant chez soi une politique dénuée de tout progressisme. De Gaulle admirait Sihanouk qui admirait de Gaulle...

La Cour exploite la population

Le régime cambodgien possède à coup sûr l'art du tape-à-l'œil. Les mises en scène sont raffinées lors des visites officielles de chefs d'Etat étrangers; elles coûtent cher aussi, fabuleusement cher. La Cour pèse lourdement aussi sur le pays. L'économie est délabrée, mais Sihanouk passe son temps à... faire des films, à lancer des revues aussi coûteuses que nulles. Sa fa-

« centre » — ce rêve de bien des diplomates confondant l'Alsace et le Vietnam, la Moselle et le Laos, la Creuse et le Laos — est de toute évidence un concept sans signification en pays sous-développé en guerre et engagé dans un processus révolutionnaire.

Nixon et ses fantoches laotiens

On le voit bien en ce moment au Laos, troisième pays en crise en Indochine. Là encore, les Américains sont « coincés ». Ils ont d'abord essayé d'écraser en février l'offensive du Pathet-Lao par leur intervention aérienne ; ce fut un échec. Les vols de l'U.S. Air Force se poursuivent par centaines chaque jour, mais sans espoir d'annihiler la gauche laotienne. Habilement, cette dernière n'a pas donné les raisons profondes de son avan-



Le prince Sihanouk

A.D.N.P

ce, même si, jusqu'à présent, elle s'est contentée de récupérer le terrain perdu l'an dernier. Elle laisse planer la menace d'une offensive contre des bases de droite, voire contre les grandes villes. Nixon aurait alors le choix entre l'acceptation d'une défaite et l'intervention de ses forces terrestres au Laos, qui seules pourraient contenir les bataillons du Pathet-Lao. Cette dernière hypothèse est pourtant délicate à envisager pour le président américain, car une partie du Congrès s'inquiète ouvertement de voir se créer un « second Vietnam » ; d'autre part, l'opinion publique comprendrait mal que la propagande officielle lui décrive les « succès » de la « vietnamisation » à Saïgon tout en l'assurant que des G.I.'s doivent être envoyés au Laos...

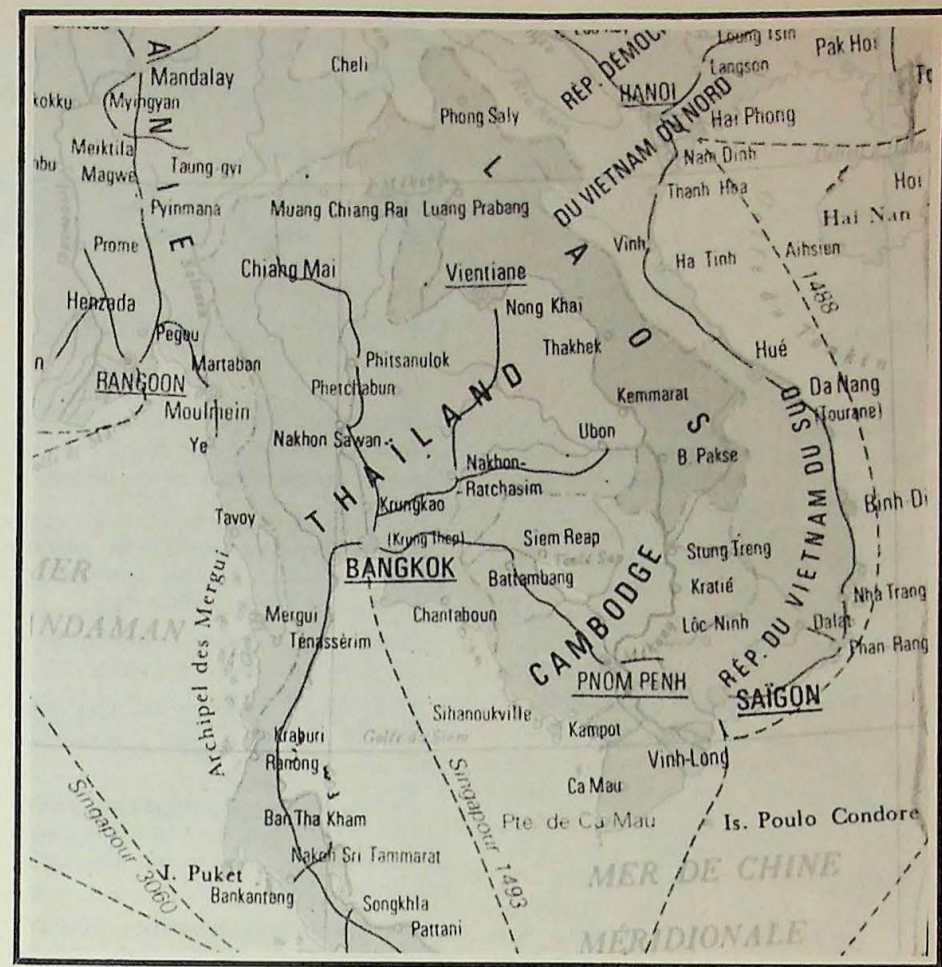
L'avance du Pathet-Lao a d'ailleurs eu le mérite de faire sortir du « secret » cette guerre. La curiosité des journalistes envoyés sur place a fait le reste. En quelques jours, Nixon a dû reconnaître les raids de B-52 et autres avions sur la plaine des Jarres ; la présence de nombreux « conseillers », Bérêts verts et autres agents de la C.I.A. ; les pertes d'avions ont été rendues publiques ainsi que le fait que des pilotes sont prisonniers du Pathet-Lao. En peu de temps, des années d'hypocrisie et de mensonges s'écroulaient.

Nixon et le Premier ministre laotien, Souvanna Phouma, sont partisans d'une nouvelle réunion de la Conférence de Genève : présenter un tel plan n'engage à rien et contribue à chloroformer l'opinion. L'U.R.S.S. elle-même, pourtant modérée dans l'affaire laotienne, l'a repoussé au début de cette semaine, se ralliant aux propositions du Pathet-Lao. Celui-ci, qui repousse les accusations de la droite selon laquelle toute l'affaire est l'œuvre des Nord-Vietnamiens, demande l'ouverture de conversations entre factions laotiennes, sans immixtion étrangère. Souvanna Phouma n'a pas dit non, mais il reste à savoir jusqu'à quel point il est désireux de négocier sérieusement.

Le Pathet-Lao veut mener la révolution à son terme

Car, en fait, le plan du Pathet-Lao, s'il était appliqué jusqu'au bout, aboutirait à l'élimination de la droite et de la présence américaine, et on imagine mal Nixon, les généraux laotiens liés à la droite thaïlandaise, et Souvanna Phouma, l'ancien neutraliste devenu un jouet de la politique des Etats-Unis, se prêter à ce jeu. La gauche laotienne estime en effet que les responsables de la situation actuelle sont avant tout les Américains qui veulent transformer le Laos en une zone d'influence à eux, ce qui ne peut être nié. Elle affirme aussi que cette stratégie a rangé les centristes d'autrefois dans le camp réactionnaire, ce qui est tout aussi évident. Le Pathet-Lao entend donc réexaminer toute l'affaire, désigne du doigt les responsables et veut remodeler le régime en fonction des intérêts laotiens uniquement. Des pourparlers doivent donc s'ouvrir, un gouvernement provisoire doit être mis sur pied, qui organisera l'élection d'une nouvelle Assemblée nationale. Ensuite seulement sera constitué un gouvernement d'union nationale. La gauche réclame également, à juste titre, le retour dans leurs foyers de certaines de milliers de paysans chassés par les opérations américaines et les milliers de raids aériens.

Ces propositions mises bout à bout aboutissent à une véritable révolution. En effet, la fin de l'intervention américaine — financiè-



re, politique, militaire, culturelle — marquerait aussi la fin des coteries fantoches de Vientiane, des généraux qui trafiquent l'opium et l'or, des profiteurs de guerre, des clans féodaux dépassés, des mercenaires payés par la C.I.A., bref de la mince base sociale sur laquelle les Etats-Unis s'appuient, tout comme le régime français d'ailleurs, qui ne condamne pas les bombardements américains et entretient les meilleures relations avec les fantoches.

Aucune autre solution n'est concevable au Laos. Mais il ne faut se faire aucune illusion : la stratégie globale de l'impérialisme américain en Indochine, et en Asie généralement, ne la laissera pas s'imposer dans les conditions actuelles. Pourquoi Nixon laisserait-il les Laotiens s'entendre entre eux alors qu'il refuse cette possibilité aux Vietnamiens ? La diplomatie du Pathet-Lao le gêne d'ailleurs d'autant plus qu'elle fait preuve d'indépendance et d'originalité : elle ne s'aligne ni sur Pékin, ni sur Moscou. Elle ne peut être accusée de « dogmatisme prochinaïse » mais, en même temps, se refuse de tomber dans le piège de la « coexistence pacifique » entre les deux supergrands.

Dénoncer toutes les complicités avec Washington

Il faut dans ces conditions s'attendre à voir les choses traîner en longueur aussi longtemps que Washington s'accrochera à ses

fantoches de Saïgon. Et les Américains s'accrocheront d'autant plus à leurs généraux sans foi ni loi que certains événements semblent leur donner raison. C'est pourquoi les incertitudes pesant sur l'avenir du Cambodge prennent une grande importance. Tout ce qui redonne confiance aux forces impérialistes prolonge la guerre, et, sans rien changer à terme aux inéluctables échéances, contribue à faire un peu plus peser sur les populations indochinoises l'horrible fardeau de « l'aide américaine ». Il est de notre devoir d'aider au maximum nos camarades américains luttant contre l'impérialisme de leur pays. Et la meilleure façon de les aider est de dénoncer en Europe même les soutiens apportés par les gouvernements et les groupes privés aux fantoches asiatiques. Paris entretient les meilleures relations avec Souvanna Phouma comme avec les généraux indonésiens, et sa politique ne risque pas de contrarier les clans de droite du Cambodge. Il existe, au sein de la majorité, des hommes qui se rendent périodiquement à Saïgon et à Formose. Toute déclaration, tout silence, toute aide publique, tout investissement privé venant objectivement s'ajouter contre les peuples indochinois au terrorisme américain doivent être sans cesse dénoncés. On ne peut à la fois aider économiquement Franco et les colonels grecs et se dire partisan des socialistes de Barcelone et d'Athènes ; on ne peut pas plus se proclamer partisan du droit à l'autodétermination des peuples indochinois et les frapper dans le dos en faisant des concessions à leurs bourreaux américains et à leurs complices en tous genres. □

Accidents à Dunkerque

De notre correspondant

26 janvier : une barre d'alésage tombe de 3 mètres et tue un jeune assembleur à bord d'un pétrolier sur cale.

26 février : une nacelle tombe avec un chef d'équipe soudeur et s'écrase 25 mètres plus bas.

26 février : premier incendie à bord d'un polytherme à flot.

28 février : un jeune ouvrier tombe de 10 mètres à bord d'un pétrolier sur cale.

Début mars : un panneau préfabriqué de 72 tonnes tombe sur une grue de cale manquant d'écraser plusieurs gars.

9 mars : deuxième incendie sur le polytherme : deux ouvriers meurent asphyxiés.

12 mars : troisième incendie à bord : tout le revêtement des cloisons en mousse de polyuréthane se consume : huit ouvriers sont intoxiqués !

Telle est la tragique série d'accidents qui ensanglantent le chantier naval de Dunkerque. Quatre vies humaines supprimées en un mois et demi, sans compter les estropiés à vie, voilà ce que coûte la productivité aux A.C.D.B.

Malgré les conditions de travail abominables, ce chantier avait toujours eu beaucoup de chance, jusqu'alors une chance inouïe. Chaque année néanmoins, il possédait son lot de victimes, tant en morts qu'en blessés ; mais pour la direction, c'était un pourcentage de pertes normales, se situant dans la moyenne des pertes des autres chantiers. C'est ainsi qu'on tentait de minimiser les accidents mortels, les travailleurs étant vraiment considérés comme des objets dont on pouvait disposer, fût-ce au prix du sang. Et ce glorieux palmarès avait même permis aux A.C.D.B. d'obtenir... la coupe de sécurité !

Alors il fallait bien expliquer tous ces accidents ; alors on parlait de fatalité, de responsabilité des victimes. Voilà ce que décidaient d'un commun accord le patron et sa justice.

Mais cela n'empêchait pas le chantier de fabriquer des navires de plus en plus gros, et de plus en plus vite ; ni les profits patronaux d'augmenter. Mais aujourd'hui, cette série de drames sur le chantier oblige le patron à trouver une autre explication...

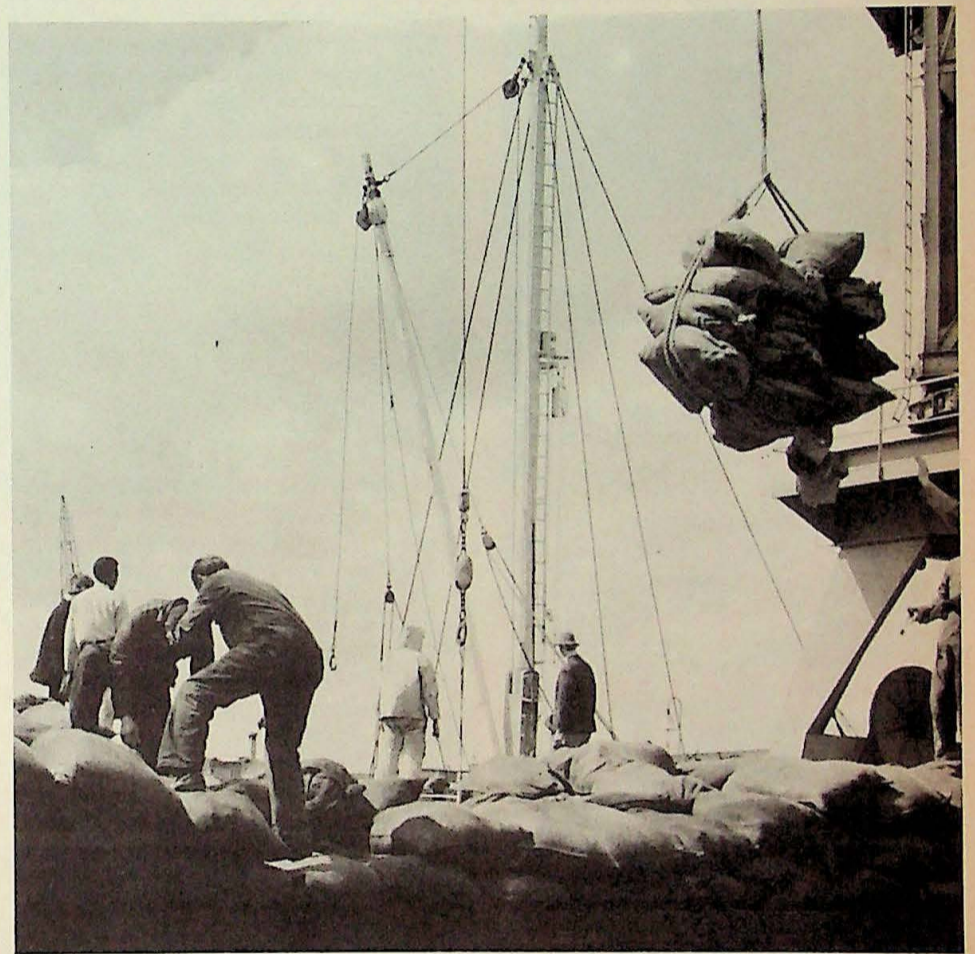
Car tout a une fin, y compris la chance. Une série d'accidents tragiques ne permet plus au patron d'utiliser les mêmes sornettes, en

guise de conclusion d'enquête. Il fallait trouver autre chose et il a trouvé que les accidents avaient une origine criminelle. On s'en serait douté. Mais les criminels ne sont pas ceux que l'on pense, et pour le patron, c'est dans la classe ouvrière qu'il faut les chercher.

Il faut dire que l'on a bien aidé à trouver cela, ces éléments maoïstes qui se sont vantés un jour dans leurs tracts d'utiliser le sabotage comme arme de combat pour le

n'y a que le comportement des travailleurs en colère qui peut permettre à leurs représentants de se faire entendre.

Par les débrayages successifs et le travail au ralenti, les métallos viennent d'affirmer leur exigence d'une meilleure sécurité au travail. Leurs délégués ont fait valoir à la direction sa responsabilité notamment par le maintien du travail au rendement, du « boni » et dans des conditions impossibles. Car c'est



Collombert

socialisme. (Exemple typique où la direction tente de « récupérer » la colère légitime des travailleurs en la détournant vers de prétendus responsables.)

Cela a permis au patron de se présenter comme le défenseur de l'outil de travail commun, alors que pour lui ce n'est qu'un outil de profit !

Il y a donc une insécurité notoire aux A.C.D.B. Depuis des années les syndicalistes la dénoncent, en vain. Mais ils se contentent de le faire au sein du C.H.S. Et là, ils ne font pas le poids : c'est le domaine du patron qui s'y fait reconnaître comme le plus zélé défenseur de la santé et de la vie des travailleurs. Et ce n'est pas la législation sur les accidents de travail qui peut y changer quelque chose. Il

bien de cela qu'il s'agit : la productivité est un facteur prioritaire pour le patron, peu importe le prix en vies humaines qu'il doit comporter.

Les syndicats ont revendiqué un certain nombre de mesures concernant la sécurité, ainsi que l'extension des droits des délégués des C.H.S. C'est ce dernier point qui apparaît important : c'est une remise en cause du pouvoir patronal. Cette revendication porte un nom : elle s'appelle « contrôle ouvrier ». Toute limitation de l'autorité du patron est une victoire ouvrière. C'est un gage pour l'avenir. Contrôler les moyens de sécurité, c'est pour les travailleurs une nécessité vitale. Eprouvés comme ils l'ont été, nul doute que les travailleurs de la Construction Navale de Dunkerque sauront se battre pour l'obtenir. □

Un patron de choc au Mans

De notre correspondant

Parmi les cent slogans qui retentissent actuellement dans les rues du Mans, il en est un qui pour une cinquantaine de travailleurs prend une résonance particulière : « Bollée l'affameur. »

A l'appel de la récente section syndicale C.F.D.T. implantée dans cette usine où l'on fabrique des segments, 50 % du personnel, en effet, quatre semaines durant a effectué quotidiennement des débrayages de deux heures environ, parfois plus. « C'est dur, nous a dit une jeune fille, de se lancer dans une bagarre de ce genre quand on gagne péniblement 600 F par mois... »

Un nom lié à une histoire

Amédée Bollée, c'est un nom qui, au Mans, est dans toutes les bouches et qui remplit pas loin d'une page de dictionnaire. Un nom lié en tout cas à l'histoire de l'automobile, au début de ce siècle, et même à celle de la machine à calculer. Il y a soixante ans les ouvriers de l'usine du grand-père étaient parmi les mieux payés de la Sarthe et bénéficièrent, aux grandes heures du paternalisme, de congés payés avant « 36 ». Aujourd'hui, Gérard, le petit-fils, l'arrogant « patron » du syndicat patronal de la métallurgie, tient bon son rang parmi les lanternes rouges en matière de salaires, de droit syndical aussi. Il avait tendance jusqu'alors à ironiser, en petit comité, dit-on, sur les autres seigneurs de la métallurgie qu'il voyait de temps à autre arriver en commission de conciliation. Peuzez donc, on n'avait pas fait grève chez Bollée depuis 1956. Alors, Gérard, il croyait que c'était arrivé.

Les gars sont « partis » le 2 février dernier. Ils demandaient une augmentation de salaires de 0,50 francs de l'heure uniforme, l'extension des libertés syndicales, un treizième mois. Quoi qu'en dise M. Fontanet, le S.M.I.C. (puisqu'il faut l'appeler par son nom) ne

nourrit pas son homme. On citait le cas d'une veuve qui aurait bien voulu faire grève par solidarité et conviction, et qui n'a pas pu parce qu'il y a des bouches à nourrir à la maison.

La prise de conscience a mûri lentement, sans doute, dans cette boîte « familiale » comme on dit, mais cette fois-ci les travailleurs ont dit « non ». Le délégué syndical au comité d'entreprise F.O. lui n'a pas bronché et n'a pas fait une heure de grève. Aucun message de solidarité, hélas n'est venu de cette organisation.

La C.G.T., non représentée dans l'entreprise, s'est déclarée, par tract, solidaire des ouvriers et ouvrières en grève chez Bollée ; plusieurs collectes de soutien ont été organisées en commun par la C.G.T. et la C.F.D.T. Mais dans la boîte, la C.F.D.T. s'est retrouvée seule pour mener le combat. Elle a tenu bon grâce à une équipe toute neuve de militants au moral gonflé à bloc.

L'action du F.U.R.

Le Front uni contre la répression a participé activement à la solidarité avec les travailleurs en lutte. (Le F.U.R. a été récemment créé au Mans et a organisé au cours de la semaine du 21 au 28 février plusieurs meetings et manifestations de protestation contre l'emprisonnement arbitraire de trois militants manceaux d'extrême gauche, détenus à la Santé.)

Le lien a, ainsi, été clairement établi entre la répression dans les entreprises capitalistes, sous forme de menaces de licenciements de délégués, de salaires de misère et la répression de l'Etat bourgeois policier. C'est là, ont dit les camarades du F.U.R. une même répression qui nécessite un combat dans l'unité. Ainsi, à 18 heures, le jeudi 26 février, les militants du F.U.R. ont-ils répondu massivement à un appel à manifester, appel émanant de l'U.D.-C.F.D.T. Cette manifestation qui bloqua l'avenue... Bollée durant trois quarts d'heure avant d'aller protester devant la préfecture, a sensibilisé l'opinion mancelle et finalement a été un succès. De la sorte, le lien qui existe entre les revendications syndicales élémentaires — minimum vital, liberté d'expression, contrôle ouvrier dans l'entreprise — a été fait avec le problème politique ainsi posé.

Une délégation des ouvriers grévistes a d'ailleurs participé à la manifestation pour la libération des militants emprisonnés.

Lundi et mardi, les choses se sont gâtées. Avec son petit sourire ironique au coin des lèvres, Gérard Bollée qui, pour la première fois, accepte (les manifestations lui ont tout de même porté un coup) de recevoir les délégués syndicaux, annonce, provocateur, qu'il n'accepte pas de négocier, mais qu'il octroie 2 % d'augmentation à compter du 1^{er} avril et que sa décision était prise avant la grève. Pour Bollée le blocage des prix est responsable, et lui, « malheureux patron », doit appliquer la loi. Cette explication un peu facile ajoutée à beaucoup de suffisance et à la violence que constitue le refus patronal de négocier, sera la goutte d'eau qui, mardi matin, va faire déborder le vase.

La patience des ouvriers a des limites

Des piquets de grève (ouvriers de l'usine et camarades venus des usines du Mans : une centaine d'ouvriers et d'ouvrières en tout) interdisent l'accès de l'usine aux jaunes et au patron. Celui-ci est sur l'autre trottoir à narguer son monde. Soudain, après qu'il ait reçu quelques boules de neige et quelques tomates (il a neigé ce matin-là sur le Mans et il fait froid) quelques militants se dirigent vers lui et, de force, lui attachent autour du cou une pancarte glorieuse : « Je paie 600 F mon personnel » avant de lui jeter au visage le contenu d'une bouteille de

mercurochrome. Bien sûr, les bonnes âmes s'émeuvent en apprenant les faits. Mais il faut que ces braves gens sachent que la patience de la classe ouvrière a des limites.

Le Gérard, lui, pendant ce temps obtient huit jours d'arrêt de travail et décide le « lock out » de la boîte.

Toutefois, Bollée-l'affameur, qui se vantait tant de ne jamais se trouver en commission de conciliation, sur décision du préfet Brenas s'y retrouve le jeudi 5 mars. Mais il y garde toute sa morgue et confirme son refus de toute négociation même sur les questions ne coûtant rien, comme le droit syndical.

Le 16 mars les camarades de chez Bollée entrent dans la 7^e semaine de grève. Le patron refuse avec obstination toute ébauche de discussion ; il a même essayé du chantage (annonce du dépôt de bilan) mais cela n'a pas entamé la combativité des travailleurs de l'usine, toujours soutenus par la solidarité des ouvriers et des étudiants manceaux.

Cette solidarité peut se développer à l'extérieur du Mans. Camarades, la lutte des ouvriers de chez Bollée vous concerne ; vous pouvez les aider, au moins, financièrement, envoyez votre participation à :

Jacques DESQUAIRES
6, rue Georges-Bizet
72 - Allonnes

en précisant « Solidarité avec les grévistes Bollée ».

TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

6 mois 22 F

1 an 43 F

Soutien à partir de 80 F

54, boulevard Garibaldi - Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58.26.65

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de faire paraître son n° 10/11 consacré à
« L'histoire sommaire du P.C.F. ».

Rappel des numéros disponibles :

4-5 - La crise du système monétaire international.

6 - Le sens de la crise tchécoslovaque.

7 - L'échelle mobile des salaires.

8-9 - Histoire du P.S.U.

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65
Paris.

L'agonie d'une région

J.-Y. Romo



Elie Kagan

Le Nord est-il mort? Non! répondent des élus socialistes et communistes de la région. Pour la défendre, ils créent un comité de défense économique contre la liquidation des Houillères. Mais dans le Nord, comme à Saint-Etienne ou La Mûre, ces propositions sont des mystifications. Voilà longtemps que le charbon n'a plus d'avenir.

Les promesses de la carbochimie : de la démagogie

Vouloir défendre le charbon, c'est tromper l'opinion publique, car le charbon n'a plus d'avenir. Il n'avait déjà plus d'avenir en 1952-1953. C'est à cette époque, en effet qu'une action massive devait être organisée, non pas « pour défendre le charbon » mais bien pour organiser la reconversion. Les signes d'une récession existaient déjà : difficultés du gisement (extraction à des profondeurs de plus en plus grandes), concurrence énergétique de produits plus légers et maniables (dérivés du pétrole), réserves limitées et conditions de vie de plus en plus pénibles des mineurs, ces facteurs méritaient qu'on pose le problème.

Il fallait déjà revoir les lois de nationalisation de façon à donner aux Houillères un certain monopole de l'énergie et la possibilité de transformer les sous-produits du charbon en produits finis sans avoir pour cela à créer des filiales de régime mixte. Ces filiales souvent confiées au secteur privé n'ont eu comme objectif que le profit et non une véritable reconversion. Chaque fois qu'une entreprise nationalisée est en crise, la réponse capitaliste est rentabilisation et transfert des tâches qui rapportent au secteur privé.

Or, à tout emploi supprimé aurait dû correspondre une création par les Houillères d'un nouvel emploi (il en va de même à la S.N.C.F. aujourd'hui). Faute d'avoir revendiqué et mené la lutte sur ce thème, les organisations ouvrières ont participé à une lente déliquescence de la région. Elles se réveillent aujourd'hui. Le Parti socialiste et le Parti communiste se mettent à miser sur la carbochimie. Or, « pour accroître la carbochimie, il faut accroître les sous-produits de la cokéfaction, donc augmenter la production du charbon. C'est une contradiction, sans compter qu'il y a d'autres raisons qui font que la carbochimie est

condamnée ». Ce communiqué à la presse de la Fédération du P.S.U. du Nord, rend bien compte de l'électoratisme des élus socialistes et communistes du Nord. Une mobilisation sur ce thème n'a aucun débouché sérieux.

Les accords aux charbonnages

Les accords aux charbonnages sont des miettes que l'on donne aux travailleurs pour masquer les vrais problèmes. Les Fédérations C.G.T. et C.F.D.T. des mines considèrent que le problème des salaires n'est pas réglé. Le contrat de soi-disant « progrès » ne présente pas cette seule insuffisance pourtant importante : il ne résout en rien l'avenir d'une production qui disparaît partout.

Partout où le problème se pose les directeurs régionaux des Charbonnages de France ont soutenu le laisser-aller général : la mine vivote, attendons tranquillement qu'elle meure. Tel a été le raisonnement général. Aujourd'hui, on majore les salaires et les primes de travailleurs condamnés à la retraite anticipée ou à des reconversions très hypothétiques. Le coût

de la reconversion devait être pris en charge beaucoup plus tôt.

Des solutions ?

Faute de luttes en temps utile contre des mystifications (carbochimie ici, centrale thermique là), le prix à payer aujourd'hui est lourd. De nombreux mineurs ont payé de leur vie ou de leur santé des conditions de travail de plus en plus dures. Des primes ne compensent pas des lésions pulmonaires.

L'infrastructure chimique des Houillères ne serait pas perdue si l'on faisait appel au gaz ou au pétrole, comme sources de matières premières. L'Etat capitaliste n'a pas su comprendre l'avenir potentiel de la pétrochimie. « Plutôt que de forcer les industriels à se déplacer, à temps voulu, mener une politique scolaire et de formation professionnelle en correspondance avec les besoins créés, on a préféré la facilité : déporter une grande partie de la population. Il est bien tard pour faire machine arrière. » (Fédération P.S.U. du Nord.)

Dénoncer les pseudo-défenses, et mener les luttes socialistes pour une complète restructuration de cette région, tel est la tâche du P.S.U. □

Les hypermarchés

De notre correspondant à Lyon

Dans l'agglomération lyonnaise, comme dans bien d'autres lieux, sevit une campagne publicitaire sur les grandes surfaces de vente et la « révolution » qu'elles introduisent dans la distribution. L'une d'entre elles, **Carrefour**, implantée dans la banlieue ouvrière (Villeurbanne, Vénissieux) tapisse régulièrement les murs de la ville de son slogan :

« Carrefour casse les prix ».

Le succès de l'entreprise est remarquable et draine la population ouvrière de cette périphérie sous-équipée. Le magasin de Vénissieux, situé sur le territoire d'une commune à direction communiste, étend sur 11 000 m² les surfaces de vente ouvertes au public. Créé en 1966, **Carrefour-Vénissieux** est pour l'instant le plus grand maga-

sin périphérique existant dans l'agglomération lyonnaise. En 1968, son chiffre d'affaires a atteint 140 millions de francs (sans compter les ventes d'essence). A titre indicatif, le plus grand magasin du Centre de Lyon, les **Galerias Lafayette**, ont fait un chiffre d'affaires de 59 millions. Une autre grande surface de vente (**Les Nouvelles Galeries**) située sur une commune limitrophe de Vénissieux, celle de Bron, qui draine une clientèle plus aisée, a réalisé 121 millions de francs en 1968. Disposant d'un parking d'environ 2 000 places, en bordure du boulevard périphérique, occupant plus de trois cents employés (les vendeuses débutent au S.M.I.G. et plafonnent à 700 F par mois. Le rythme de travail est tel qu'au bout de trois ans une caissière ne peut

plus continuer), Carrefour dès le départ s'est défini par l'importance et la variété de ses articles : « 40 000 articles en libre-service... des montagnes de marchandises, un choix fantastique ! », et ses prix : « Vendre moins cher... tout moins cher. » La dernière offensive publicitaire annonçait une vente de **soldes monstres** les 3-4 et 5 mars. Elle devait drainer une clientèle plus importante que jamais.

Dans le contexte de la campagne « cadre de vie » la Fédération P.S.U. du Rhône décidait de démystifier ce type de magasin avec le souci de mettre en lumière, les conditions de travail faites au personnel, le conditionnement de la clientèle par la publicité, les sources de profit de ce système de distribution et sa cancerisation dans l'agglomération.

Une première mobilisation du Parti sur ces problèmes avait été préparée par la distribution d'un tract le samedi 28 février, sur les 8 principaux points de vente périphériques de l'agglomération. Cette distribution s'accompagnait d'un collage d'affiches ayant pour thème « L'art de vous dépouiller en régime capitaliste... ». Dans la plupart des cas, la riposte des polices privées fut brutale et nos camarades furent chassés de l'entrée des grands magasins.

Le jeudi 5 mars, à 20 heures, deux cents clients de Carrefour, membres du parti, se transformèrent en diffuseurs de tracts à l'intérieur même du grand magasin. L'accueil de la manifestation par la clientèle fut chaleureux dans l'ensemble ; des groupes de discussion s'organisèrent spontanément autour des militants ; les tracts prévus se révélèrent insuffisants tant la demande était forte. Une partie du personnel ne suivit pas les chefs de rayon quand ceux-ci tentèrent de s'opposer à la distribution. C'est autour de quelques incidents (coups de poing provocateurs par le service d'ordre du grand magasin...) que les meetings spontanément prirent le plus d'ampleur. La distribution dura cinq minutes environ. Les discussions se prolongèrent, et quand la police arriva trois quarts d'heure plus tard, les militants repartaient tranquillement chez eux.

Cette intervention surprise n'est que le début d'une action de longue haleine pour combattre sur leur propre terrain les monopoles de la distribution. Avec l'extension de ces supermarchés, qui non seulement se multiplient, mais se transforment, c'est finalement tout l'équilibre traditionnel de la ville qui est en cause.

Indépendamment des deux centres commerciaux régionaux prévus aux portes de Lyon, il est à noter la mise en route de deux nouvelles usines à vendre. L'une à l'Est (à Saint-Priest sur 27 ha acquis autour de 20 F le m², sur 45 000 m² sont prévus 65 à 70

commerces spécialisés et services « indépendants », une grande surface de 12 000 m², 4 500 à 6 000 places de parking, les équipements de loisirs : ranch, golf miniature, salle de congrès, garderies). L'autre au Nord-Ouest (à Ecully, Carrefour a obtenu la création d'une Z.A.C. pour y implanter 12 000 m² de surface de vente). Toutes les deux sont sises à proximité des autoroutes de dégagement, mais avant le péage. Elles

prennent la place des centres urbains périphériques que nous souhaitons et pour lesquels il n'y a jamais eu de crédits publics. Dès maintenant, elles empêchent le développement des services urbains indispensables aux nouvelles cités. Par contre, tous ces grands marchés nous préparent progressivement à nous intégrer dans une civilisation à l'américaine basée sur le gadget et la consommation.

Une question se pose, ces lieux seront-ils seulement privés ? Alors les rues mêmes appartiendront aux commerçants, la ville plus que jamais sera le lieu où tout se paye, où tout est soumis à l'influence des groupes financiers, des polices privées s'opposent à l'expression organisée des clients. Il y a là un nouveau type d'aliénation et la campagne « cadre de vie » ouvre là un nouveau front de lutte. □



Collombert

Licenciements à l'A.F.P.A.

De notre correspondant

L'A.F.P.A. (Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes) association financée totalement par des fonds publics, vient d'annoncer à son Comité d'entreprise le **licenciement de 158 agents**.

Le mardi 10 mars, l'ensemble du personnel se mit en grève, répondant immédiatement à une telle mesure.

L'A.F.P.A. définie comme « **Organe régulateur du marché de l'emploi** » met aujourd'hui une partie de son propre personnel en chômage. Avec ses 115 centres de formation répartis sur tout le territoire, ses 2 200 sections, ses 17 centres psychotechniques régionaux, elle a été maintes fois citée par les représentants du gouvernement comme l'un des principaux organes permettant de lutter efficacement contre le chômage et de faciliter les reconversions professionnelles par des stages de formation ou de recyclage.

Mais la réalité est tout autre :

Un budget global en diminution de 7,04 % par rapport à 1969. Des crédits d'investissements réduits de 42 %.

Des lenteurs administratives paralysant l'institution et l'empêchant :

a) de répondre avec souplesse à l'évolution des besoins en formation, condition d'une véritable politique active de l'emploi ;

b) de disposer dans ses services de toute l'initiative souhaitable en matière de gestion et de pédagogie.

Il est incontestable que les lacunes de l'A.F.P.A., réelles, mais tolérées sinon entretenues par les pouvoirs publics, servent de prétexte au développement des centres de formation dont l'initiative est laissée au secteur privé, mais dont les crédits de fonctionnement sont constitués par des subventions d'Etat obtenues beaucoup plus **rapidement**.

Du fait des mutations de tous ordres qu'entraîne l'économie moderne, il est pensable que le pro-

blème de l'adaptation au poste de travail et de la spécialisation soit à résoudre au niveau de l'entreprise. Mais la responsabilité et la définition de la formation de base (ou d'une première formation pour des adultes victimes d'insuffisances du système scolaire), du recyclage, du perfectionnement sont du ressort des institutions publiques.

Les carences de l'A.F.P.A. ont été utilisées pour justifier à son égard des mesures restrictives, qui par là même, remettent en cause le rôle des services publics en matière de formation.

Développer la politique de conventions en réduisant simultanément les moyens de formation du secteur public, c'est se décharger auprès des structures de production, d'actions de formation qui ne sauraient être de leur ressort, notamment en abandonnant à l'arbitraire des entreprises le choix des contenus, comme celui des bénéficiaires de formation et de promotion professionnelles. □

Pourquoi des maîtres

Dominique Tardieu

En sa cruauté absurde, cette question se pose pourtant aujourd'hui. Il ne s'agit pas simplement d'une retombée de Mai entretenue par des nostalgiques. Il ne s'agit pas non plus de prendre acte, avec plus ou moins de frivolité ou d'académisme, d'un désarroi, qui, dans le corps enseignant, va croissant. Ce dont il s'agit, l'histoire de l'institution scolaire l'indique...

Dans sa séculaire Sorbonne, dans son lycée de la III^e République, dans son humble école de campagne, pénétré de sa mission culturelle et laïque, l'enseignant, jadis se sentait « sécurisé ». Enfermé dans son idéologie républicaine, l'école discernait seule, tant sa fonction sélective qui éloignait les élus venus des classes défavorisées (culture oblige...) que sa fonction idéologique. Le nationalisme étroit qui imprégnait les études littéraires ou historiques, qui avait préparé aux grandes manœuvres de 1914 ou des guerres coloniales, persistait, solide et bien ancré. L'instituteur bouffait du curé, le professeur radical évoquait avec émotion la grande figure d'Alain sous la République des vainqueurs et des professeurs, l'École pouvait paraître belle.

Avec le développement des forces productives, les besoins nouveaux de l'économie, les contradictions croissantes du système capitaliste, l'école parvint de moins en moins à dissimuler au vu et au su de ses agents, son caractère de classe. Dans la tourmente de mai 68, de manière aussi aiguë que percutante, aux yeux de tous, le système répressif à la solde des monopoles, brutalement se révélait.

Car sous le couvert de l'« intérêt national » et de la culture au-dessus des classes, l'École a mis à nu ses fonctions bien précises :

— Elle rend rationnelle, consacre et justifie une sélection qui s'opère sur des bases sociales et culturelles ;

— Elle permet aux « élites » issues de la classe dirigeante d'accaparer à leur profit les moyens de production intellectuelle ;

— Elle favorise, développe et reconstitue la domination économique, sociale et intellectuelle de la bourgeoisie.

Des enseignants du primaire, du secondaire, du supérieur, conscients et de ces problèmes et des carences de la riposte syndicale à l'offensive du pouvoir, organisent une journée de réflexion le 19 mars à la salle de la résidence de l'E.N.S. de Saint-Cloud, 2, avenue Pozzo di Borgo. Encore étudiants ou non, venus du S.N.E.S. ou du S.N.E.Sup comme du S.N.I., ils veulent échanger les expériences, les confronter, approfondir des thèmes précis notamment sur la formation des maîtres, et organiser les enseignants progressistes.

Rejoindre le **Comité Pourquoi des maîtres ?** ce n'est pas simplement chercher un refuge contre le malaise existant, ni se donner bonne conscience en prenant pour alibi des initiatives parcellaires. C'est à travers une critique radicale du milieu scolaire, poser le problème de la formation des maîtres, non seulement au niveau de déclarations fracassantes, mais surtout par des actions concrètes capables de rallier, et ceux qui bénéficient de l'École, et surtout ceux qu'elle élimine ou conditionne. Car ce qu'il faut inaugurer, ou réinventer, c'est une lutte nécessaire, massive, qui, par-delà les hiérarchies des enseignants et les fausses querelles de catégories tienne en échec le pouvoir. □

traliser l'autorité. » Clark Kerr ; « **Uses of University** » Harvard - 1963.

L'auteur de ces lignes, régent de l'université de Berkeley en Californie, la plus grande des U.S.A. (27.000 étudiants), affirmait, d'autre part, que, contre le « nouvel ordre » (ou l'ordre nouveau ?) bureaucratique, il n'y avait aucune contestation possible. « Tout le monde doit soit être payé par le F.B.I., soit être fiché chez lui. » Un an plus tard, il était « contraint » d'appeler plus de 1.000 policiers pour mater la manifestation pacifique qui déferlait sur « son » campus. La riposte fut immédiate : occupation des locaux.

Depuis octobre 1964, Berkeley est le fer de lance, non seulement des luttes étudiantes, mais aussi de la lutte des Noirs (qui exigent l'enseignement de la culture afro-américaine) et des G.I.'s contre la guerre (le camp d'entraînement des marines tout proche risque en permanence d'être contaminé par ce « foyer d'infection »). Toutes les universités U.S. ont suivi Berkeley, elles sont sorties de leur tour d'ivoire pour se lier directement à l'industrie et à l'Etat, mais, parallèlement, la vague de subversion a déferlé sur elles.

Tout le monde sait qu'avant mai 68, en France, l'Université était, elle, une tour d'ivoire avec peu de contact avec le « réel », c'est-à-dire l'industrie et l'Etat industriel. L'enseignement était bureaucratique au sens de Courteline et non au sens américain ; le lien avec l'Etat était imprégné de « libéralisme » (la bourgeoisie n'assommait et n'emprisonnait que modérément ses propres enfants) et non d'efficacité. Il n'est pas étonnant, d'ailleurs, que les revendications étudiantes fussent économiques (du présalaire des gauchistes aux amphis des communistes), car, si l'Etat était un bailleur de fonds pour son Université, il n'avait pas avec elle la libéralité du banquier avec sa danseuse, mais plutôt celle du souteneur avec sa fille. Car, enfin, quoi qu'en pense le contribuable, l'Université « travaillait » pour lui. Non seulement elle était le « foyer » idéologique de la bourgeoisie, mais encore accordait-elle quelques satisfactions plus « pratiques » ; les bombes H, les Mirage, Tancarville, l'Aérotrain n'ont pas été conçus à la maternelle.

Mais tout cela n'était pas assez rentable et l'Etat ne payait pas assez les services rendus (sous-

Les belles idées de M. Peyrefitte

Alain Guillermin

« Dans le paradis bureaucratique rien n'est gratuit. Les organismes gouvernementaux exerceront des contrôles de plus en plus spé-

cifiques, et l'Université, habituée à son nouveau niveau de vie, les acceptera. A leur tour les universités devront devenir plus sévères, cen-

équipement, fuite des cerveaux, etc.). D'autre part, lesdits services restaient très limités.

Quand, après Mai, on réorganisa la vieille baraque, on vit qu'il fallait payer plus, beaucoup plus, mais pour des compensations réelles et non pour « nourrir » les gauchistes. Alors M. Peyrefitte, entre autres, vint proposer sa solution. Il alla faire un tour en Amérique et y vit des choses idylliques pour un philistin français ; un enseignement où les études étaient payantes (et coûteuses), des universités aussi concurrentielles que des usines et, néanmoins, là nous avons la larme à l'œil, une forte proportion de fils d'ouvriers parmi les étudiants. (Pas bêtes les capitalistes U.S., ils savent fort bien que la proportion de génies et de crétins est statistiquement la même dans la classe ouvrière que dans la bourgeoisie, et comme les ouvriers sont beaucoup plus nombreux... Aussi organise-t-on la promotion des élites.)

En rentrant des Amériques, M. Peyrefitte fit de belles déclarations : on les trouve réunies dans « le Monde » du 3 mars ; à côté le même journal dit fort honnêtement que la « majorité silencieuse » s'est enfin manifestée... en lançant des

pavés contre les policiers à Nanterre. M. Peyrefitte récidive à « Europe n° 1 » où, après nous avoir dit sévèrement que les étudiants doivent travailler, il exposa tout ce qu'il vit aux U.S.A. ; quand on lui eut rétorqué qu'il remettait en cause la gratuité de l'enseignement, il répondit que ce n'était pas grave, car il y aurait (comme aux U.S.A.) beaucoup de bourses... pour les « bons » étudiants, bien entendu. D'ailleurs, il ne s'agit pas exactement de bourses, mais de prêts sur vingt ans que l'on devrait rembourser. Et pour montrer comme cela est rationnel, Peyrefitte cite un exemple « analogue » : le **logement**. Ici le ridicule confine à l'odieux : la crise du logement, plaie et honte du capitalisme français, prise en modèle pour réorganiser l'Université !

Ce que Peyrefitte n'a pas raconté c'est qu'aux U.S.A. les subventions et les bourses accordées par l'Etat et par les diverses fondations (« la production, la distribution et la consommation des connaissances ») rendent compte de **29 % du produit national**, selon le livre de C. Ken (qui date de 1963, et la production a dû encore augmenter), c'est-à-dire une somme colossale par rapport à ce que coûtent, en

France, la gratuité de l'enseignement et les frais d'équipement culturel (même en y incluant les C.R.S. et les dégradations qu'ils commettent). Cette somme semblait déjà trop forte aux U.S.A. C'est pourquoi des hommes comme C. Ken voulurent mettre l'Université **intégralement** au service du capitalisme. On sait les résultats obtenus : l'Etat renforça la répression, l'ultra-réactionnaire Pat Brown, gouverneur de Californie, fut remplacé par le cow-boy fasciste R. Reagan. Ce dernier ne put que jouer les gros bras et congédier le régent C. Ken... pour libéralisme !

En France, malheureusement pour Peyrefitte, le mouvement étudiant, en Mai, a débordé sur la classe ouvrière et s'est déjà placé sur des bases de classe (quelle que soit sa confusion). Pour liquider cette jonction qui se reproduira à la **première occasion favorable, et à un niveau plus élevé**, la bourgeoisie peut inventer n'importe quoi, centraliser ou décentraliser, « rentabiliser » ou débloquer des crédits, il s'est passé, en Mai, quelque chose que ni les ouvriers ni les étudiants ne **peuvent** oublier, quels que soient les gadgets ou les coups de trique qu'on importera d'outre-Atlantique. □

la bourgeoisie n'était nullement gênée par des actions isolées et provocatrices. Chahut d'anarchistes, intervention du service d'ordre. Tandis que le fond de la salle s'agite, qu'on entend des horions, des protestations : « J'étais stalinien avant vous !... », les orateurs ont quelque peine à retenir l'attention et leurs propos ressemblent à un doux ronron. Après bien des hésitations, le président de séance, revenant sur une intransigeante fermeté, invite les « contestataires », pour reprendre son mot, à s'exprimer à la tribune.

Et tout ce que la salle peut entendre alors, ce sont des injures à ces « vieux c... de profs qui vous enc... ». La formule fera fortune au cours de la soirée. Et l'explication politique se résume à « meeting récupéré ». La salle peu à peu se vide de gens découragés, ou de ceux que le travail syndical n'intéresse pas outre mesure. Au total, un échec. Il ne s'agit pas de revenir ici sur les erreurs (évidentes) et les carences des organisateurs du meeting. Le rôle de la Ligue en cette affaire n'a échappé à personne.

Le plus grave et le plus significatif c'est qu'en période de répression systématique les divergences entre mouvements révolutionnaires éclatent avec autant de violence. Si bien des étudiants ont pu se sentir insatisfaits par un meeting trop « traditionnel », des enseignants et des étudiants, plus nombreux à coup sûr, ont senti qu'on leur avait fait perdre leur temps. Car, quelles qu'aient été les insuffisances de la préparation du meeting, celui-ci pouvait déboucher sur des décisions concrètes, et mobiliser ceux qui sont prêts à se battre contre le véritable adversaire : le pouvoir aidé de ses complices.

Et les anarchistes ou les spontanéistes et sympathisants présents avaient sans doute mieux à faire que d'empêcher, par leur vociférations et leurs injures, les enseignants de s'organiser à l'intérieur ou à l'extérieur de leurs syndicats. Que d'aggraver les dissensions au sein du mouvement, que de se laisser entraîner dans un processus de défiance et de révolte incontrôlé. Ceux qui croient le moment venu d'engager partout et n'importe comment la lutte physique, au lieu d'organiser la violence révolutionnaire des masses, font effectivement le jeu de la bourgeoisie et prennent de lourdes responsabilités.

Une autre leçon à tirer du meeting c'est que les tendances syndicales actuelles ne sauraient à elles seules prendre en charge la riposte massive des enseignants syndiqués. A l'intérieur des syndicats il faut rechercher des formes d'organisation plus vastes et plus souples, capables de traduire la volonté de tout un courant contre l'immobilisme, les silences et le réformisme des appareils. Pour ce courant, le combat continue. □

Un meeting perturbé

Albert Rousselles

Le déroulement du meeting du 16 mars, à la Mutualité, contre la répression au sein de l'Université, appelle quelques observations. A ce meeting étaient appelés des syndicalistes enseignants de toutes les catégories, membres du S.N.I. du S.N.E.S., du S.N.E.T. et du S.N.E.Sup, le comité C.A.P.E.S. Agrég, l'Ecole de Mai, et un Collectif interétablissements.

Tandis que des professeurs titulaires sont suspendus ou mutés sous prétexte de fautes administratives ou pédagogiques (Kahn à Péronne, Séouk à Bergson, Martin à Reims, Courtade à Michelet, Hébrard à Thionville) des non-titulaires sont simplement renvoyés ;

Tandis que des élèves qui rejettent la participation octroyée après Mai sont exclus des lycées ;

Nous assistons à une offensive généralisée, lancée par le pouvoir, avec l'appui de l'administration, de certains groupes de parents d'élèves, de la fraction réactionnaire du corps enseignant et souvent la complicité objective des directions syndicales. La répression est une nouvelle politique du pouvoir tant à l'Ecole que dans l'Université.

Face donc à cette offensive, au silence aussi de certains dirigeants

syndicaux, sont apparues la nécessité et l'urgence d'une riposte de masse. Il s'agissait, pour rompre l'isolement ressenti généralement, d'informer chaque catégorie d'enseignants, de chercheurs, de lycéens et d'étudiants des problèmes de l'ensemble, d'assurer la coordination des luttes et de poursuivre publiquement l'analyse de la loi d'orientation.

Tel était le but du meeting de masse qui avait été organisé.

Mais l'interdiction du meeting de la Gauche prolétarienne et du meeting du Comité pour la libération des soldats emprisonnés donnait une nouvelle dimension à la riposte à la répression.

Ont été invités à prendre la parole : la Gauche prolétarienne (A. Geismar) et le Comité de libération des soldats emprisonnés (Francis Kahn).

La salle était comble : trois mille personnes, un très grand nombre d'enseignants « adultes » devenus conscients de l'ampleur de la répression et du danger de certains silences.

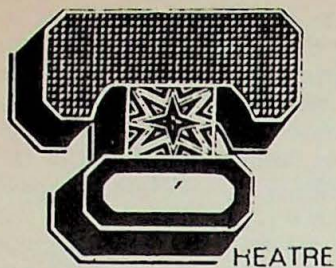
Il y avait aussi des groupes : V.L.R. des anarchistes, des membres de la Gauche prolétarienne, des étudiants de H.R. et des étu-

dians non organisés venus pour protester contre la répression en général et non pas seulement dans l'enseignement... Grande animation aux abords de la salle où des stands vendaient les brochures des minorités syndicales, des affiches « informaient » sur les conditions de la répression, des militants vendaient la presse révolutionnaire, et des policiers, nombreux, attendaient à quelque cent mètres de là. Dans la salle, un groupe de cinéastes révolutionnaires japonais faisaient un film sur le mouvement étudiant. « L'ambiance des grands jours. »

Le service d'ordre, efficace et nombreux, ne portait qu'un nom : Ligue communiste, les autres organisations ayant refusé de prêter le leur. Un tel meeting exigeait d'ailleurs un service d'ordre syndical.

Bref, les choses étaient ainsi faites que les éléments les plus voyants étaient les éléments de la Ligue et divers anarchistes, spontanéistes pas forcément de la Gauche prolétarienne comme on a trop voulu le faire croire.

Tout a commencé quand Francis Kahn a cru devoir proposer en exemple à la Gauche prolétarienne la campagne de masse sur l'armée. Quand il a cru devoir indiquer que



HEATRE

Cerémonie sur la tombe de Mai 68 (*le Lucernaire*)

André Laude

Jacques Folgado fait partie de cette cohorte de jeunes créateurs — J.-M. Patte, Ch. Le Guillochet, E. Galli, A. Rodriguez Arias, etc. — qui tentent, en jonglant avec les difficultés, de créer le théâtre de notre temps pour les hommes d'aujourd'hui. Après quelques essais en province il présente actuellement à Paris un fascinant spectacle intitulé : « Essai pour un théâtre naïf ».

Théâtre de provocation, viol délibéré, certes ! Le spectateur est agressé de toutes parts : sons, formes, gestualité. Les comédiens évoluent au milieu d'instruments étranges créés par R. de Pestors, dont ils tirent des sons rauques, déchirants, que les amplificateurs transforment en une sorte d'explosion permanente. Le « matraquage » est voulu. Il doit détruire les barrières

d'autodéfense dressées par le spectateur et favoriser l'invasion de son être intime : plante d'acier aux fines tiges qui, pincées, résonnent longuement, trompe vaguement tibétaine, « cerceau », etc.

Sur cette partition — écho de catastrophe nucléaire, de géante guerre —, les comédiens développent une longue tapisserie de gestes, tantôt fébriles, agités, convulsionnaires, tantôt lents et hiératiques, toujours ou presque empreints de cruauté et de sauvagerie.

Cette création collective, comme nombre d'autres, ne se laisse pas aisément déchiffrer. Point d'histoire, d'anecdote, de psychologie ici. Mais une thématique complexe où l'on retrouve les grands archétypes : la naissance, la vie, la mort, la violence, l'incommunicabilité, la solitude, la révolte, revisités

par sept ou huit enfants de W. Reich et de Mai 68. Car pour Folgado et ses amis « Essai pour un théâtre naïf » prend racine dans le « **Printemps des enragés** ». Il ne s'agit pas pour autant d'une réflexion au premier degré sur la situation des individus après l'agonie du temps des pavés et des folles espérances. Mais bien, plutôt, d'une tentative de saisie intime, d'élucidation des zones les plus obscures de notre état présent. D'une agression de la société de répression dépecée sous nos yeux, démontée ressort après ressort, comme un vieux réveil.

L'amour, le rêve, la beauté, la sexualité, aliénés par la dictature des machines, l'être réduit en esclavage, les puissances du désir refoulées par les structures oppressantes, le vertige saisissant le vif ou ce qu'il en reste. L'horreur et l'absurde : c'est un constat de notre misère que dressent Folgado et ses compagnons. Les corps se tordent, s'enchevêtrent, les voix libèrent des cris fous, des appels de bête ferrée, lardée de couteaux. Les gestes traduisent mieux que les mots l'angoisse, la rage, le délire, la révolte.

Obscure politique : Folgado revendique la formule. Certes, nous sommes loin du T.E.P. et du T.N.P., proches de Grotowski, du Living, de ce théâtre qui conteste le spectacle, qui refuse le langage du verbe, qui s'enracine dans la présence physique de l'acteur avec son aura de sexualité.

Les comédiens « jouent » avec conviction. Ils sont vraiment habités. Ils cherchent avec flamme « sous les pavés, la plage ». Mais la plage demeure un soleil qui se dérobe. Le spectacle s'achève, ouvert sur l'inconnu, le mystère. Les solutions magiques n'existent pas.

En dépit de ses faiblesses, de ses retombées, ce théâtre exprime, j'en suis persuadé, les phantasmes, les névroses et les drames des générations contestataires ; mieux que tel ou tel essai sociologique. □

◆ A écouter

J'aurais pu évoquer le dernier disque de Ferré, de Reggiani ou de Ferrat. J'ai préféré vous signaler ceux que vous n'entendez jamais, sauf dans les émissions confidentielles : ces plus ou moins jeunes, parfois salués par un Grand Prix du Disque, mais que la mode et le commerce maintiennent dans le ghetto au profit de mini-vedettes poussées artificiellement dans l'élevage industriel de Johnny Stark ou d'un autre dispensateur du nouvel opium des peuples. Si j'en avais un, je sortirais volontiers mon revolver lorsque j'entends Sheila ou Mireille Mathieu.

● **Jean-Luc Juvin.** — Pourfendant la télé, la publicité, l'armée, la course au cosmos avec une amère lucidité, sur des airs de java ou de valse musette, Jean-Luc Juvin dénonce la vie quotidienne dans une société de consommation qui court aveuglément à sa perte : d'où le va-et-vient entre la chanson caustique et l'évocation apocalyptique. Le genre gouailleux lui convient mieux que le style grandiloquent. (BAM, 1 x 30 cm.)

● **Francesca Solleville.** — Elle démarre à toute allure avec « 200 mètres », inspirée par la fameuse finale de Mexico où deux coureurs américains de couleur levèrent leur main gantée de noir sur le podium olympique. Elle annonce, et rondement, la couleur. Quelques délicats font la petite bouche devant le rude talent de Solleville. Il est vrai que cette bonne femme a du coffre, qu'elle n'utilise pas à brailler des fadeurs, mais à clamer avec sa toute simple générosité nos luttes et nos fraternités.

Je regrette seulement que cette « Piaf engagée », ne trouvant pas toujours le style musical qui lui conviendrait, sombre parfois, dans ce dernier disque, dans un populisme anachronique. (BAM, 1 x 30 cm.)

● **Lionel Rocheman : chansons d'amour... parfois polissonnes.** — La chanson gailarde est un genre traditionnel et souvent discutable. Glissant quelques polissonneries parmi ses « chansons d'amour ». L. Rocheman l'a fait avec finesse et humour. Il est vrai que ses chansons, comme celles de son précédent disque consacré aux plaintes de soldats, ont été choisies dans le vieux fonds populaire français qui mêlait allègrement anticléricalisme et allusion coquine.

Ces chansons d'amour et d'humour dru m'ont souvent fait rire aux éclats. Puissent les puritains, qui sévissent aussi à gauche, ne pas y trouver à redire ! (Chant du Monde, 1 x 30 cm.)

● **Maripol chante sa Bretagne.** — Découverte par Lionel Rocheman au Hootenang-Club, dont nous avons parlé ici en 1968, Maripol a un tempérament et possède une voix robuste et douloureuse qui demande encore à s'assouplir. Elle chante la Bretagne et la mer dans des chansons qu'elle a composées ou tirées du riche folklore breton. Elle ne chante pas qu'une province légendaire faite de korrigans et de calvaires, mais aussi une Bretagne d'aujourd'hui qu'abandonnent les jeunes pour la ville et l'usine.

Un disque prometteur ; une chanteuse à contre-courant (Chant du Monde, 1 x 30 cm.)

Ouvert de 9 h à 19 h
Samedi de 9 h à 13 h

54, boul. Garibaldi, Paris 15^e
C.C.P. 58.26.65

librairie tribune socialiste

EDITIONS SOCIALES

— MATERIALISME HISTORIQUE ET HISTOIRE DES CIVILISATIONS, A. Pelletier et J.-L. Goblot	10,00
— CRITIQUE DES PROGRAMMES DE GOTHAR ET D'ERFURT, Marx, Engels	3,50
E.D.I.	
— PANNEKOEK ET LES CONSEILS OUVRIERS, S. Bricianer	19,20
— LA CONCEPTION MATERIALISTE DE LA QUESTION JUIVE, A. Léon	16,20
— VERS DE NOUVELLES LUTTES OUVRIERES, R. Chevallier	4,00
— LA REVOLUTION D'OCTOBRE ET LE MOUVEMENT OUVRIER EUROPEEN	12,50
— LA GUERRE ET LA REVOLUTION - LES GUERRES D'ASIE, P. Naville	18,50
— LE SOCIALISME FRANÇAIS ET LE POUVOIR, M. Perrot et A. Kriegel	11,50
— LENINE, G. Lukacs	5,90



INEMA

Connaissance du nazisme

Bernard Sizaire

Visconti, qui a connu le régime mussolinien et en a souffert, croit à la resurgence du fascisme. Son dernier film, **Les Damnés**, ne peut être considéré comme un avertissement angoissé.

Œuvre utile à première vue qui s'adresse à tous ceux qui n'ont pas connu Hitler ou qui sous-estiment les réalités grecques, espagnoles et portugaises. Le racisme, le terrorisme, l'obscurantisme et la perversion des consciences sont dénoncés en des images parfois saisissantes mais qui s'inscrivent hélas dans un tel contexte romanesque qu'elles frôlent souvent le mélodrame.

On peut d'abord se demander pourquoi un cinéaste italien a éprouvé le besoin de transposer en Allemagne une expérience qu'il a vécue directement dans son propre pays et dans la classe sociale dont il est originaire. Il en résulte un décalage qui accroît l'impression d'artifice et de superficialité.

Il y a plus grave : Visconti n'a pas traité le sujet qu'il nous promettait. A la place d'un document historique sur une réalité toujours présente (N.P.D., néo-fascisme), il nous

inflige un drame bourgeois auquel le nazisme sert de toile de fond. Les outrances théâtrales atténuent l'horreur de la vérité historique et l'on est finalement plus indigné par la monstruosité des personnages que par la réalité spécifique du nazisme.

Le tort de Visconti est de nous avoir décrit les répercussions du fascisme à l'intérieur d'une famille de la haute bourgeoisie allemande : famille partiellement détraquée dont le nazisme exacerbe les contradictions, les appétits et les passions sans en être la cause fondamentale. Le régime politique que nous dépeint indirectement l'auteur des **Damnés** semble accélérer les tares de la bourgeoisie, alors qu'il est directement issu de la classe dominante quand celle-ci ne peut plus conserver son pouvoir par les moyens ordinaires de la « démocratie bourgeoise ».

Même si les éléments libéraux de la bourgeoisie semblent y répugner, le fascisme n'est pas extérieur au capitalisme, il est une de ses sécrétions naturelles. Cela Visconti n'a pas su, ou pas pu le dire. □

Solo

M. Descolongs

Société pourrie, en décomposition ! Ça commence pourtant sur une très banale par-touze, brutalement arrosée de 70 balles de mitraillette, dont on ne connaît des auteurs que le regard.

Ça continue sur un bateau de grande classe où un beau violoniste fait des coups d'œil aux femmes et cache des diamants volés dans son stradivarius.

Le chef du commando vengeur a une vingtaine d'années, est étudiant, a fait la campagne de Mai, à la suite de quoi il s'est mis à fréquenter des gens bizarres, épris d'absolu, qui ne jurent que par la haine de l'argent, de la famille, du travail, des partis politiques, etc.

Le violoniste est le frère du chef, il a été révolutionnaire en son temps, mais comme le temps passe si vite, il vole, il séduit — mais bien —, en somme c'est lui le héros de l'histoire, la caution. Lui, c'est l'homme de 35 ans, qui n'aime pas les flics, qui trouve sûrement que cette société est dégueulasse — mais, qu'elle est bonne à vivre ! —, qui trouve sûrement que ces gens sont des cons — mais, que les femmes sont belles et les voitures grisantes ! —, et puis, ces jeunes sont fous — mais, qu'ils sont tendres, ces jeunes, et que cette fille est touchante ! —, cet homme, c'est vous, m'ssieurs-dames, qui hochez la

tête avec tristesse au « mal de la jeunesse ».

Et le violoniste qui arrive à Paris au moment où son frère arrose de plombs les bourgeois pourris se trouve impliqué dans l'histoire et y succombe.

Jean-Pierre Mocky veut nous faire croire à son « mort pour la jeunesse ». Mais de qui se croit-il le messager ? Il faut courir loin pour rencontrer tant de dogmatisme, même chez les anarchistes manieurs de mitraillette.

Les temps changent. Il y a quelques années, Carné réalisait « les Tricheurs », maintenant les jeunes laissent la partouze aux vieux dégénérés et les abattent. Mais c'est toujours la même recette, mise au goût du jour : un petit peu de

Nanterre, du conflit de générations, des flics, de la musique de Moustaki. Bref, de l'anodin.

Seulement, « Solo » me semble révélateur d'un autre phénomène : nous sommes dans une époque où seuls les révolutionnaires sont crédibles, où ils sont les seuls à offrir un débouché historique à la révolte. L'idéologie fasciste se trouvait parfaitement représentée par « L'homme à cheval », de Drieu La Rochelle, il y a 35 ans, mais aujourd'hui, malgré sa remontée, elle n'offre rien de nouveau. L'aventure individuelle et le mépris destructeur de la société sont maintenant attribués aux révolutionnaires. Mais la révolution ne s'est jamais fondée sur cette considération morale : le monde est pourri. □

tribune

socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot

Comité de Rédaction
Jean-Louis Auduc, Henri Bely, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolongs, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette
Claude Picart

Directeur de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
33.000 exemplaires

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements
6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE
M.S.B. Conseil
28, rue des Petites-Ecuries
PARIS-10^e - Tél.: 824-67-85 87
Com. Parit. n° 37.392

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

Le cléricalisme est toujours vivant

Lucien Saintonge

Il y a quelques années, le Concile Vatican II a adopté solennellement le principe de la liberté religieuse. Il impliquait pour l'Eglise catholique de renoncer à obtenir de l'Etat laïc qu'il contraigne les citoyens à observer les principes qu'elle affirme. Tous les catholiques qui ne conçoivent leur religion que comme une adhésion libre et personnelle à une certaine explication de la vie s'en vont réjouir. C'est pourquoi leur déception est grande aujourd'hui devant l'attitude du Vatican dans la crise italienne : car c'est une étrange largesse d'esprit que de proclamer la liberté lorsqu'on est minori-

taire et de la refuser lorsqu'on est majoritaire.

C'est en effet d'abord en ces termes que se pose le problème des pressions du Vatican sur le parti démocrate-chrétien au pouvoir pour obtenir le maintien de l'actuelle législation sur le divorce : il s'agit de savoir si l'Eglise a l'honnêteté de respecter ses propres principes. Jusqu'à ce jour, la réponse est négative ; partout où elle le peut encore, en Italie et en Espagne notamment, la hiérarchie catholique s'appuie sur la puissance publique pour imposer sa loi.

Or, il semble que l'attitude du Vatican dans la crise italienne soit une nouvelle manifestation de cette déviation cléricale des autorités religieuses.

Elections et lutte de classes

Il faut d'ailleurs souligner que si l'on analyse la situation politique italienne dans ce cadre du cléricalisme de l'Eglise romaine, celle-ci joue sans doute gagnant.

En effet, elle a tout intérêt à aviver la crise afin que celle-ci débouche sur des élections générales. Car elle sait que celles-ci se dérouleraient sur le thème du divorce et qu'alors, la puissance extraordinaire de l'appareil ecclésiastique aidant, le parti démocrate-chrétien en sortirait majoritaire. L'échec de MM. Rumor et Moro dans leurs efforts de former un nouveau gouvernement de centre-gauche, montre bien que l'Italie est engagée dans ce processus.

La collusion de l'oligarchie vaticane et du parti démocrate-chrétien qui étouffe la vie politique italienne démasque ainsi la soi-disant volonté de neutralité de l'Eglise catholique. Au contraire, en affirmant qu'une société libérée ne se bâtit que par la coopération fraternelle de tous les hommes, mais en faisant abstraction de la division de la société capitaliste en classes sociales antagonistes, elle n'appréhende que l'apparence des phénomènes et contribue à assurer la pérennité de l'ordre bourgeois.

Un exemple patent en est donné par la réaction de Radio-Vatican au message de vœux du président Pompidou le 31 décembre dernier. L'organe de presse officiel du Vatican « remerciait le chef de l'Etat français pour le beau cadre d'humanisme chrétien dans lequel il a présenté ses vœux pour 1970 » et qualifiait de chrétiennes les paroles de M. Pompidou suivant lesquelles « rien ne vaut d'être gagné que dans la fraternité ».

Mais quelle fraternité ? Celle de la nouvelle société ? Ce n'est pas la nôtre.

Et qu'une telle confusion puisse exister montre à quel point la hiérarchie catholique romaine est aujourd'hui pétrifiée dans un type de civilisation qui l'a finalement absorbée... □

Le retour au cléricalisme

Mais cette affaire ne regarde pas seulement l'Eglise et sa façon de mettre ses actes en accord avec ses paroles. Elle concerne également tous les Italiens. Car c'est leur vie qu'un Etat étranger se permet de régler.

Il est vrai que les accords du Latran, qui disposent que la loi civile italienne doit emprunter au droit canonique sa législation sur le mariage, font partie intégrante de la Constitution italienne en vigueur aujourd'hui. Mais n'est-il pas significatif que le Vatican se batte sur ce plan strictement juridique en avançant qu'une loi civile autorisant le divorce serait anticonstitutionnelle ? N'y a-t-il pas là un refus d'aborder le débat de fond, celui de savoir si une autorité spirituelle peut en tant que telle s'immiscer dans les affaires d'un Etat laïc, représentatif d'une communauté nationale ? C'est tout le problème du cléricalisme.

En France, après des siècles de confusion entre les autorités religieuses et laïques, la loi de séparation de 1905 a libéré l'Etat de la tutelle de l'Eglise. Il est d'ailleurs remarquable que les gouvernements de l'époque aient dû se battre pied à pied pour obtenir cette loi, contre la volonté de l'Eglise, alors qu'elle allait de toute évidence dans son intérêt. Car l'Eglise française avait oublié au cours des âges que sa puissance de pression, et donc sa compromission, dans les circuits de décision des autorités publiques, obscurcissait radicalement la crédibilité de sa parole.

alain badiou . abraham behar . manuel bridier . serge depaquit . andré granou . abu hassan . marc heurgon . rossana rossanda . emmanuel terray . jean marie vincent .

QUERFAIRE

71, RUE DULONG, PARIS 17^e
ABONNEMENTS (1 AN) : 6 Nos 28 F
DE SOUTIEN A PARTIR DE 50 F